



RAPPORT 2021





Goodfood (TSX: FOOD) est un chef de file canadien de l'épicerie en ligne, livrant des solutions de repas et des produits d'épicerie frais sur demande, ce qui permet aux clients à l'échelle du Canada de déguster de délicieux repas à la maison chaque jour. La vision de Goodfood est de se retrouver dans toutes les cuisines, chaque jour, en permettant aux clients d'effectuer leur épicerie et leur planification de repas en quelques minutes. Les clients de Goodfood ont accès à une sélection unique de produits en ligne ainsi qu'à des prix exclusifs rendus possibles grâce à son réseau et à sa technologie de traitement des commandes reliés directement au consommateur, ce qui élimine le gaspillage de nourriture et les frais généraux de vente au détail onéreux. La principale installation de production et les bureaux administratifs de la Société sont établis à Montréal (Québec). La Société dispose aussi d'installations de production additionnelles situées au Québec, en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique.

2021 SURVOL DE L'ENTREPRISE



Le tableau qui suit présente un résumé de nos installations, y compris celles qui ne sont pas encore ouvertes, au 31 août 2021:

	Nombre d'installations total	Bureaux administratifs	Centres de distribution et de traitement des commandes	Installations de fabrication
Grand Montréal (Québec)	6	X	x	X
Ottawa (Ontario)	1		x	
Grand Toronto (Ontario)	5	X	x	X
Calgary (Alberta)	1		x	X
Vancouver (Colombie-Britannique)	1		x	X

⁽¹⁾ Paramètre ou mesure financière non conforme aux IFRS qui n'a pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et qui pourrait donc ne pas être comparable aux mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » du rapport de gestion.

13
INSTALLATIONS
DE PRODUCTION

3 200 EMPLOYÉS

298 000
ABONNÉS⁽¹⁾

379 M \$

PRODUITS

FAITS SAILLANTS FINANCIERS SUR 3 ANS

Pour les exercices clos les 31 août	2021	%Δ	2020	%Δ	2019
Résultats d'exploitation					
Produits	379 234	33 %	285 372	77 %	161 333
Bénéfice brut	116 094	34 %	86 419	114 %	40 310
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	(15 306)		3 306		(16 164)
Perte nette, représentant le résultat global	(31792)		(5 341)		(21 221)
Perte par action, de base et diluée	(0,45)		(0,09)		(0,38)
Données opérationnelles					
Abonnés actifs ⁽¹⁾	298 000	6 %	280 000	40 %	200 000
Marge brute	30,6 %	0,3 pp	30,3 %	5,3 pp	25,0 %
Marge du BAIIA ajusté ⁽¹⁾	(4,0 %)	(5,2) pp	1,2 %	11,2 pp	(10,0 %)
Situation financière					
Trésorerie ⁽²⁾	125 535		106 902		47 649
Immobilisations corporelles	33 367		19 191		13 545
Total des actifs	255 262		161 557		80 499
Total de la dette ⁽³⁾	21 351		21 678		14 031
Total des débentures convertibles ⁽⁴⁾	6 466		16 245		-
Total des débentures convertibles ⁽⁴⁾ Capitaux propres	6 466 97 875		16 245 56 069		- 17 117
					- 17 117
Capitaux propres					- 17 117 596
Capitaux propres Flux de trésorerie liés aux activités suivantes	97 875		56 069		

⁽¹⁾ Paramètre ou mesure non conforme aux IFRS qui n'a pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et qui pourrait donc ne pas être comparable aux mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS » du rapport de gestion

⁽⁴⁾ Comprend les composantes passif et capitaux propres des débentures convertibles.



⁽²⁾ Comprend la trésorerie, les équivalents de trésorerie et la trésorerie soumise à des restrictions le cas échéant.

⁽³⁾ Comprend la ligne de crédit et la partie courante de la dette à long terme.

FAITS SAILLANTS DE 2021

NOUVEAUTÉS POUR LES CLIENTS

- Lancement de l'application mobile; plus de 100 000 téléchargements, note de 4,6
- Ajout de plus de 600 nouveaux produits d'épicerie, ce qui porte l'offre globale à plus de 1000 produits
- ✓ Lancement des repas prêts-à-cuisiner en 10 minutes
- Lancement de Marché Goodfood WOW, un service mensuel de livraison illimitée le jour même à Toronto, à Montréal et à Vancouver

EXPANSION DE LA COUVERTURE DU SERVICE DE LIVRAISON SUR DEMANDE

- Lancement de la livraison en 1 heure ou moins à Toronto et bientôt à Montréal
- √ 13 installations sur mesure
- Réalisation d'importants progrès à l'égard de la stratégie d'édification d'un réseau de distribution et de fabrication centralisé pour alimenter les installations de traitement des commandes satellites rapidement
- Investissements continus en automatisation avec l'installation de traitement des commandes automatisée d'Ottawa

EXCELLENTE PERFORMANCE FINANCIÈRE

- ✓ Ventes nettes et marge brute records, grâce à une croissance de 33 % et de 34 % respectivement
- ✓ Sélectionnée au TSX30 en tant que l'une des 30 actions les plus performantes pour une deuxième année d'affilée et l'une des 3 premières sociétés de la liste des sociétés des Amériques affichant la plus forte croissance du Financial Times
- Situation financière solide à la clôture de 2021: solde de trésorerie au bilan de 125,5 millions de dollars

NOUS PRENONS SOIN DE NOTRE COMMUNAUTÉ

- Repas fournis aux travailleurs de la santé de première ligne partout au pays et campagne de financement pour le Club des petits déjeuners du Canada
- Goodfood s'est associé à la CIBC pour fournir aux travailleurs de la santé de première ligne 100 000 repas dans le cadre de l'initiative, appelée « Plate it Forward »
- Embauche d'un conseiller ESG pour aider dans la réalisation d'une évaluation significative de nos priorités en matièrede pratiques ESG
- Lancement d'un emballage alimentaire compostable pour certains produits et utilisation novatrice dans le secteur de l'épicerie en ligne d'un parc de véhicules réfrigérés électriques au Canada











Cette année a été marquée par une croissance soutenue pour Goodfood. Notre base d'abonnés et de clients actifs a atteint de nouveaux sommets, ce qui a permis une croissance de 33 % de nos ventes nettes et de 34 % de notre bénéfice brut. Au-delà de la performance financière record de l'exercice 2021, nos activités ont continué de progresser. Notre stratégie visant à établir un réseau de traitement des commandes sur demande permettant aux Canadiens de recevoir rapidement leurs paniers d'épicerie et de solutions de repas a pris un essor considérable avec notre offre de plus de 1 000 produits, nos 13 installations de fabrication, de distribution et de traitement des commandes dans l'ensemble du pays, et nos commandes orchestrées par une armature technologique remaniée. En 2021, nos clients de Toronto, de Montréal et de Vancouver ont commencé à profiter du service de livraison le jour même grâce à Marché Goodfood WOW, et nous sommes heureux d'avoir lancé en novembre 2021 notre service de traitement des commandes en une heure ou moins pour les produits d'épicerie, les repas prêts-à-cuisiner et les repas prêts-à-manger, à Toronto et bientôt à Montréal – une offre d'épicerie en ligne vraiment révolutionnaire. En plus d'offrir un plus grand choix de produits et d'écourter les délais de livraison, il s'agit d'une étape importante dans la numérisation du marché de l'épicerie au Canada. Et ce n'est que le début.

Alors que nous entamons la huitième année d'existence de Goodfood, nous continuerons d'ajouter un plus grand nombre d'allées à notre plateforme d'épicerie numérique et d'innover davantage en matière d'offre de solutions de repas, tout en travaillant sans relâche pour offrir un panier de produits d'épicerie et de solutions de repas en ligne plus complet, ainsi qu'une expérience d'achat agréable aux clients. Les Canadiennes et les Canadiens font actuellement l'essai de la livraison de produits d'épicerie et de solutions de repas sur demande et évaluent leurs marques préférées, et nous sommes en bonne position pour leur offrir la meilleure proposition de valeur sur demande.



LA (R)ÉVOLUTION A COMMENCÉ CETTE ANNÉE...

À l'ouverture de l'exercice, notre nouvelle proposition de produits d'épicerie offrait à nos clients environ 400 produits, alors qu'elle compte aujourd'hui plus de 1 000 délicieux produits Goodfood. L'évolution de Goodfood a impressionné cette année; de fait, nous sommes passés d'une entreprise de repas prêtsàcuisiner à un fournisseur de produits d'épicerie et de solutions de repas en ligne. Nous poursuivrons cette transition en mettant l'accent sur trois piliers d'exécution principaux :



Notre vision du panier d'épicerie grand public canadien est simple, les consommateurs veulent acheter les produits qui leur permettent de répondre à la question « que mangerons-nous cette semaine ». Notre gamme de produits d'épicerie, prêts-àcuisiner, et prêts-à-manger peut satisfaire à toutes les occasions de repas pour une semaine donnée. Nous avons fait des progrès considérables sur ce front avec l'introduction de plus de 600 nouveaux produits d'épicerie, de repas prêts en 10 minutes et de solutions de plats prêts-à-manger maintenant préparés dans nos cuisines. Au cours de l'année à venir et par la suite, nous continuerons d'améliorer notre offre pour mieux répondre à cette question.



VITESSE

Pour favoriser la numérisation de l'épicerie, il est impératif d'offrir aux clients une expérience qui rivalise avec l'épicerie traditionnelle en ce qui a trait à la vitesse à laquelleles Canadiennes et les Canadiens peuvent faire leur épicerie et la recevoir à la maison. Pour cette raison, nous avons investi massivement pour commencer à mettre en place un réseau d'installations dans lesquelles la préparation de solutions de repas et la distribution de produits d'épicerie centralisées alimenteront les centres de traitement des commandes locaux, ce qui permettra de livrer les commandes de manière efficiente et rapide aux clients. Ce réseau appuiera notre stratégie de livraison sur demande; cette année, il a déjà permis le lancement de Marché Goodfood WOW, notre offre de livraison le jour même, à Montréal, à Toronto et à Vancouver. Les délais de livraison par WOW ont également été réduits, passant d'une heure limite de commande de 11 h 30 pour une livraison à 20 h à une heure limite de commande

de 14 h pour une livraison à 18 h.



TECHNOLOGIE

Le traitement des commandes en une heure ou moins n'est pas une mince affaire. En 2021, nous avons investi massivement dans le personnel et les outils qui ont permis de mettre en place la technologie pour unir notre offre de produits croissante et des délais de livraison plus courts. Nous avons remanié l'armature technologique de Goodfood afin de mettre en œuvre et d'intégrer tous les composants qui permettent à notre plateforme client de s'intégrer à notre logistique optimisée du dernier kilomètre, à nos opérations de traitement des commandes et à notre chaîne d'approvisionnement de plus en plus complexe.

...ET SE POURSUIVRA EN 2022 AVEC LE LANCEMENT DE LA LIVRAISON SUR DEMANDE

Lorsque nous avons commencé notre aventure il y a sept ans, notre vision était de devenir un chef de file de l'épicerie en ligne qui pourrait rendre nos vies et celles de millions de Canadiennes et de Canadiens plus simples, meilleures. Sept ans plus tard, nous souscrivons encore pleinement à cette vision et nous nous engageons à réaliser des investissements pour cristalliser davantage ce que nous avons accompli à ce jour et accroître notre part de marché. Nous sommes très heureux de la croissance observée en 2021 dans l'ensemble de nos moteurs de croissance, et nous demeurons concentrés sur l'amélioration continue de la vie des clients à mesure que nous poursuivons la transition d'une seule allée d'épicerie (repas prêts-àcuisiner) vers un ensemble d'allées proposant tout ce dont les Canadiennes et les Canadiens ont besoin, et ce, livré plus rapidement en 2022.

Grâce au lancement récent du service de livraison en une heure ou moins pour toutes nos catégories de produits à Toronto et bientôt à Montréal, nous sommes en bonne voie de fournir une solution de rechange durable sur demande à la façon traditionnelle de faire notre épicerie. Au cours

de l'exercice 2022, nous chercherons à accroître davantage notre offre de produits et à élargir la disponibilité des livraisons sur demande dans les principales régions urbaines du pays.

Pour les prochaines années, notre technologie continuera d'évoluer, à mesure que nous ferons porter l'effort sur une expérience d'achat encore plus agréable grâce à une performance en ligne plus rapide et, surtout, à une plateforme ouverte où les clients peuvent faire leurs achats sans abonnement.

Grâce au choix, à la rapidité et à la technologie, notre révolution de l'épicerie au Canada a vraiment pris son envol.



LE MEILLEUR EST À VENIR

L'exercice 2021 a été une année de transition particulièrement fructueuse pour Goodfood et ses actionnaires. Les jalons atteints cette année sont déterminants dans notre parcours, que ce soit la croissance de 33 % des produits, le bond de 295 % des ventes de produits d'épicerie, l'amélioration de la marge brute ou la gamme de produits qui dépasse 1 000 articles; toutes nos réalisations cette année nous ont mis sur la bonne voie pour devenir le chef de file en matière d'épicerie en ligne et de solutions de repas au Canada.

En tant que Canadiens, nous sommes également très heureux de voir le Canada atteindre un taux de vaccination contre la COVID-19 de 88 %. La demande inassouvie pour les restaurants, les hôtels et les voyages s'est exprimée tout au long de l'été, et malgré cela, notre entreprise a fait preuve d'une résilience importante, les produits n'ayant diminué que de 5 % par rapport à 2020, un exercice au cours duquel les tendances saisonnières normales de notre entreprise ont été mises en sourdine en raison des importantes restrictions liées à la COVID-19 en vigueur à ce moment. Malgré la fluctuation prévue de la demande et l'inflation du coût de la main-d'œuvre observée au quatrième trimestre, nous avons tout de même obtenu une marge brute record au cours de l'exercice considéré.

Nos réalisations se sont traduites par une importante création de valeur pour les actionnaires, l'action de Goodfood ayant bondi de 44 % au cours de l'exercice⁽¹⁾; elle a d'ailleurs été sélectionnée sur la liste TSX30 pour une deuxième année consécutive. Nous sommes également fiers de faire partie des 3 premières sociétés de la liste des sociétés affichant la plus forte croissance en Amérique du Financial Times. L'exercice a sans l'ombre d'un doute été marquant. Mais le meilleur est à venir.



Au cours de l'exercice 2022 et par la suite, la révolution se poursuivra lorsque nous mettrons en chantier la prochaine phase de nos initiatives. Nous avons récemment lancé un service de livraison en une heure ou moins à Toronto et bientôt à Montréal, qui vient compléter le service de livraison le jour même de WOW dans les régions du Grand Toronto et de Montréal, par suite de nos investissements dans une infrastructure de réseau réparti. Grâce aux centres de traitement des commandes locaux alimentés par des centres de fabrication et de distribution centralisés, nos clients ont accès plus rapidement que jamais à des produits prêts-à-cuisiner, à des produits prêts-à-manger et à des produits d'épicerie. Au cours de l'exercice considéré et du prochain exercice, les investissements dans ces centres favoriseront des délais de livraison plus courts pour un plus grand choix de produits, partout au pays. De plus, notre site Web sera bientôt ouvert à tous les Canadiennes et les Canadiens qui souhaitent acheter des produits d'épicerie en ligne sans avoir à s'abonner, ce qui changera la donne puisque cela permettra à 38 millions de Canadiennes et de Canadiens d'utiliser nos services.

Alors que le secteur de l'épicerie, dont la valeur est évaluée à 142 milliards de dollars⁽²⁾, poursuit sa transition en ligne, nous sommes extrêmement excités par le simple fait que chaque variation de 1% vers l'épicerie en ligne représente une occasion de 1,4 milliard de dollars pour Goodfood. Nous avons commencé à jeter les bases de ce virage grâce à nos piliers d'exécution : choix, vitesse et technologie. Ces piliers commencent à prendre forme, ce qui nous positionne avantageusement pour poursuivre notre croissance au moyen de nos trois vecteurs de croissance : repas prêts-à-cuisiner, repas prêts-à-manger et produits d'épicerie de marque maison et de marque privée. En faisant le pont entre une gamme de produits judicieusement choisis et la vitesse de livraison sur demande tout en offrant une expérience d'achat agréable, nous visons à attirer plus de clients et à les inciter à acheter de plus gros paniers, plus souvent.



ACTIONNAIRES

ENCORE UNE FOIS, LE PLUS IMPORTANT

Avec près de 3 200 employés, notre performance exceptionnelle est une fois de plus attribuable au dévouement de notre personnel. Notre succès n'aurait pas été possible sans leur apport inestimable, tant dans les moments favorables que les périodes plus difficiles. À tous les Goodfoodies, nous tenons à vous remercier pour votre travail acharné et votre confiance inébranlable dans notre stratégie.

Notre performance pour l'exercice 2021 a aussi été alimentée encore une fois par la confiance inébranlable de nos actionnaires, de nos clients, de nos membres du conseil, de nos fournisseurs et des autres parties prenantes. Permettez-nous de vous dire à quel point nous apprécions votre confiance et votre soutien. Nous sommes ravis de récompenser avec des rendements élevés la confiance que vous avez manifestée envers notre stratégie et nous continuerons de travailler en ce sens.

Lorsque nous avons créé Goodfood, nous rêvions d'améliorer l'expérience des Canadiennes et des Canadiens acheteurs d'épicerie, et l'atteinte de notre objectif d'être présents dans toutes les cuisines, tous les jours s'est accélérée au cours des 18 derniers mois. Alors que nous continuons d'œuvrer pour atteindre cet objectif ambitieux, c'est avec une grande fierté que nous vous présentons nos résultats financiers pour l'exercice 2021.



Jonathan Ferrari Cofondateur, président du conseil et chef de la direction



Neil Cuggy Cofondateur, administrateur, président et chef des opérations



CONSEIL D'ADMINISTRATION



JONATHAN FERRARI
Cofondateur, président du
conseil et chef de la direction



NEIL CUGGYCofondateur, administrateur, président et chef des opérations



HAMNETT HILL
Administrateur



DONALD OLDSAdministrateur



TERRY YANOFSKY
Administrateur



FRANÇOIS VIMARD
Administrateur







RAPPORTS DE GESTION



TABLE DES MATIÈRES

BASE DE PRÉSENTATION	15
DÉCLARATIONS PROSPECTIVES	15
PARAMÈTRES ET MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS	16
SURVOL DE LA SOCIÉTÉ	18
PERSPECTIVES FINANCIÈRES	18
FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE 2021	19
PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES ANNUELLES	24
PARAMÈTRES ET MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS – RAPPROCHEMEN	T.25
RÉSULTATS D'EXPLOITATION – EXERCICES 2021 ET 2020	27
RÉSULTATS D'EXPLOITATION – TRIMESTRES CLOS LES 31 AOÛT 2021 ET 2020	28
TENDANCES ET CARACTÈRE SAISONNIER DES ACTIVITÉS	29
SITUATION FINANCIÈRE	30
SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT	31
PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	35
GESTION DES RISQUES FINANCIERS	36
RISQUE D'ENTREPRISE	37
EXIGENCES ADDITIONNELLES EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	37
ARRANGEMENTS HORS BILAN ET ANALYSE DES ÉCHÉANCES DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES	37
INSTRUMENTS FINANCIERS	38
PARTIES LIÉES	38
PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS	39
DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION	39
UTILISATION DU PRODUIT TIRÉ DES APPELS PUBLICS À L'ÉPARGNE	40
INFORMATION SECTORIELLE	41
POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDE	41
JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES IMPORTANTS	41
CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES	43
CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	44

BASE DE PRÉSENTATION

Ce rapport de gestion a pour but d'aider les lecteurs à comprendre l'environnement commercial, les tendances et les changements importants dans les résultats d'exploitation et la situation financière de Goodfood Market Corp. et de ses filiales (la « Société » ou « Goodfood ») pour les exercices clos les 31 août 2021 et 2020 et il doit être lu conjointement avec nos états financiers consolidés annuels audités et les notes y afférentes pour les exercices clos les 31 août 2021 et 2020. Il y a aussi lieu de se reporter au communiqué de presse de Goodfood annonçant ses résultats de l'exercice clos le 31 août 2021 qui a été publié le 17 novembre 2021. Les rapports trimestriels, le rapport annuel et la notice annuelle de la Société se trouvent sur SEDAR au www.sedar.com et dans la section « Investisseurs — Information financière » de notre site Web : https://www.makegoodfood.ca/fr/investisseurs. Les communiqués de presse sont disponibles sur SEDAR au www.sedar.com et dans la section « Investisseurs — Communiqués de presse » de notre site Web.

Les états financiers consolidés annuels audités de la Société ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et l'information financière figurant dans le présent rapport de gestion a été tirée de ces états.

Tous les montants sont libellés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire, et toutes les mentions de l'exercice 2021 et de l'exercice 2020 se rapportent respectivement aux exercices clos le 31 août 2021 et le 31 août 2020.

À moins d'indication contraire, les informations contenues dans le présent rapport de gestion sont à jour au 17 novembre 2021.

Dans les présentes, les références à « nous », « notre », « Goodfood » et la « Société » renvoient à Goodfood Market Corp. et à ses filiales entièrement détenues (y compris Yumm Meal Solutions Corp., Goodfood Québec Inc., Goodfood Ontario Inc., Goodfood AB Inc, et Goodfood BC Inc.).

Pour déterminer si une information est importante, la direction se demande si la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver les titres de la Société serait vraisemblablement influencée ou modifiée si cette information était omise ou présentée de façon inexacte, et elle communique les informations importantes en conséquence.

La Société a mis en application la décision, publiée en avril 2021, de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (l'« IFRIC ») qui clarifie la comptabilisation de la configuration et de la personnalisation dans le cadre d'un accord d'infonuagique. Par suite de cette décision, la Société a modifié sa méthode comptable pour les coûts engagés dans le cadre d'accords d'infonuagique selon une application rétrospective. Les chiffres correspondants de chaque période ont été retraités pour tenir compte de cette modification. Les ajustements apportés à nos états financiers consolidés sont analysés plus en détail à la rubrique « Changements de méthodes comptables » du présent rapport de gestion.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion comporte des déclarations prospectives au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables au Canada, y compris entre autres des informations sur nos objectifs et les stratégies que nous mettons en œuvre pour les réaliser, de même que des renseignements quant à nos croyances, nos plans, nos attentes, nos perspectives, nos estimations, et nos intentions. On reconnaît les déclarations prospectives à l'utilisation de mots ou d'expressions tels que « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « envisager », « prévoir », « croire » ou « poursuivre », ainsi qu'à l'emploi du futur ou du conditionnel, la formulation négative de ces mots et expressions, y compris des références à des hypothèses, bien que ce ne soit pas toutes les déclarations prospectives qui englobent ces mots et expressions. Les déclarations prospectives ont pour but d'aider le lecteur à comprendre la Société, ses activités, son exploitation, ses perspectives et les risques qu'elle encourt à un moment donné dans le contexte des tendances passées, de la conjoncture actuelle et d'événements futurs possibles; par conséquent, le lecteur est avisé que cette information pourrait ne pas se prêter à d'autres fins.

Les déclarations prospectives sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses et elles peuvent comporter un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont indépendants de notre volonté et qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont présentés dans de telles déclarations prospectives. Ces risques et incertitudes comprennent notamment les facteurs de risque suivants dont il est question plus en détail à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2021 disponible sur le site de SEDAR à l'adresse www.sedar.com : des antécédents limités en matière d'exploitation, des flux de trésorerie négatifs liés aux activités d'exploitation, l'industrie alimentaire, la pandémie de COVID-19 et l'incidence du déploiement des vaccins, les inquiétudes suscitées quant au contrôle de la qualité et à la santé, la conformité réglementaire, la réglementation de l'industrie, les questions de santé publique, les rappels de produits, une atteinte à la réputation de Goodfood, les perturbations dans le transport, l'entreposage et la livraison de denrées périssables, la responsabilité associée aux produits, les activités syndicales, les tendances en matière de regroupement, la possession et la protection de la propriété intellectuelle, l'évolution du secteur d'activité, la dépendance à l'égard de la direction, l'incapacité d'attirer et de fidéliser des employés clés pouvant entraver la capacité de la Société à exercer efficacement ses activités et à atteindre ses objectifs financiers, les facteurs pouvant avoir un impact sur l'atteinte des cibles de croissance, l'incapacité de réagir efficacement à l'évolution des tendances de consommation, la concurrence, la disponibilité et la qualité des matières premières, la réglementation en matière d'environnement et de santé et sécurité des membres du personnel, l'incapacité de l'infrastructure de TI de la Société à soutenir les exigences des activités de la Société, les interruptions ou les failles en matière de sécurité en ligne et les attaques par déni de service, la fiabilité des centres de données, la conformité aux modalités de licences de logiciels ouverts, les besoins futurs en capitaux, le risque d'exploitation et le risque assuré, la gestion de la croissance, le nombre restreint de produits, les conflits d'intérêts, les litiges, les sinistres catastrophiques, les risques associés aux paiements des clients et des tierces parties, le fait que la Société soit accusée de violation des droits de propriété intellectuelle d'autrui, ainsi que le changement climatique et les risques liés à l'environnement. Cette liste de risques susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société n'est pas exhaustive. D'autres risques que la Société ne connaît pas à l'heure actuelle ou qu'elle ne juge pas importants pourraient aussi faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés dans ses déclarations prospectives. Bien que les déclarations prospectives contenues dans les présentes soient fondées sur des hypothèses que nous considérons comme étant raisonnables. les lecteurs sont priés de ne pas s'y fier indûment puisque les résultats réels peuvent être différents de ces déclarations. Lors de la préparation des déclarations prospectives, certaines hypothèses ont été posées concernant la disponibilité des sources de financement, le rendement de l'entreprise, la conjoncture et la demande des clients. En outre, les informations et les attentes énoncées dans le présent rapport de gestion pourraient changer de manière importante du fait qu'elles sont assujetties à la durée et à la gravité de la pandémie de COVID-19 et à l'incidence du déploiement des vaccins ainsi que son incidence sur la demande de produits, la mobilité de la main-d'oeuvre, la continuité de la chaîne d'approvisionnement et d'autres éléments hors de notre contrôle. Par conséquent, toutes les déclarations prospectives contenues dans les présentes sont visées par les mises en garde qui précèdent et rien ne garantit que les résultats ou les événements prévus se réaliseront ou, même s'ils sont essentiellement réalisés, qu'ils auront les conséquences et les effets prévus sur nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. Sauf indication contraire, ou si le contexte ne l'exige autrement, les déclarations prospectives ne sont valides qu'à la date où elles sont faites, et nous déclinons toute obligation de les mettre à jour ou de les réviser pour tenir compte de nouveaux renseignements, des événements futurs ou autrement, sauf si la loi nous v oblige.

PARAMÈTRES ET MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Le tableau suivant présente les paramètres et les mesures financières non conformes aux IFRS qu'utilise la Société dans le présent rapport de gestion. Les mesures financières non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS; donc, elles pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures financières non conformes aux IFRS constituent des renseignements additionnels en complément des mesures conformes aux IFRS et permettent de mieux comprendre les résultats d'exploitation de la Société de notre point de vue. Par conséquent, ces mesures ne doivent pas être considérées individuellement ni perçues comme étant un

et

marge du

BAIIA ajusté

substitut à une analyse de notre information financière aux termes des IFRS et elles doivent être lues conjointement avec les états financiers consolidés pour les périodes indiquées.

De plus, au quatrième trimestre de l'exercice 2021, la Société a ajouté un nouveau paramètre, les clients actifs, pour faire le suivi des clients qui ont placé une commande au cours des trois derniers mois. À mesure que la Société bâtit son réseau de traitement des commandes sur demande et qu'elle ouvre sa plateforme de magasin en ligne aux non-abonnés pour accueillir différents types de clients, et à mesure que l'offre de produits d'épicerie et de plats prêts-à-manger de la Société augmente, le paramètre des clients actifs constitue un indicateur de performance clé qui présente une corrélation plus étroite avec la performance de la Société. Au cours de l'exercice 2022, la Société prévoit faire la transition pour ne présenter que les clients actifs et cesser d'utiliser les abonnés actifs comme indicateur de performance.

Pour un rapprochement de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus comparables, selon le cas, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS – Rapprochement » du présent rapport de gestion.

Définitions Paramètres Abonnés Un abonné actif est un abonné qui doit recevoir une livraison, qui a décidé de suspendre actifs la livraison pour le prochain cycle de livraison hebdomadaire ou qui est inscrit à Marché Goodfood WOW. Les abonnés actifs excluent les abonnements annulés. Pour plus de certitude, les abonnés actifs ne sont comptabilisés qu'une seule fois, même s'ils peuvent avoir commandé différents produits au cours d'un cycle de livraison hebdomadaire donné. Bien que la mesure des abonnés actifs ne constitue ni une mesure financière conforme aux IFRS ni une mesure financière non conforme aux IFRS, et que, par conséquent, elle ne figure pas dans nos états financiers consolidés et qu'aucun rapprochement ne peut être fait entre ce paramètre et tout poste des états financiers consolidés de la Société, nous estimons que le paramètre des abonnés actifs est utile pour les investisseurs puisqu'il reflète les ventes nettes futures potentielles qui seront générées. La Société présente le nombre d'abonnés actifs à l'ouverture et à la clôture de la période, arrondi en milliers. Clients actifs Un client actif est un client qui a placé une commande au cours des trois derniers mois. Pour plus de certitude, les clients actifs ne sont comptabilisés qu'une seule fois, même s'ils peuvent avoir commandé différents produits et placé plusieurs commandes au cours d'un trimestre. Bien que la mesure des clients actifs ne constitue ni une mesure financière conforme aux IFRS ni une mesure financière non conforme aux IFRS, et que, par conséquent, elle ne figure pas dans nos états financiers consolidés et qu'aucun rapprochement ne peut être fait entre ce paramètre et tout poste des états financiers consolidés de la Société, nous estimons que le paramètre des clients actifs est utile pour les investisseurs puisqu'il reflète les ventes nettes futures potentielles qui seront générées. La Société présente le nombre de clients actifs à l'ouverture et à la clôture de la période, arrondi en milliers. BAIIA. Le BAIIA est défini comme le bénéfice net ou la perte nette, compte non tenu des charges financières nettes, de l'amortissement et de l'impôt sur le résultat. Le BAIIA **BAIIA** ajusté ajusté se définit comme étant le BAIIA, exclusion faite de la charge liée aux paiements

charges financières nettes, de l'amortissement et de l'impôt sur le résultat. Le BAIIA ajusté se définit comme étant le BAIIA, exclusion faite de la charge liée aux paiements fondés sur des actions et des coûts de réorganisation. La marge du BAIIA ajusté se définit comme le pourcentage du BAIIA ajusté sur les ventes nettes. Le BAIIA, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures financières non conformes aux IFRS. Nous estimons que le BAIIA, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures de rendement financier utiles pour évaluer la capacité de la Société de saisir les opportunités de croissance de façon rentable, de financer ses activités courantes et de rembourser sa dette à long terme. Ces mesures permettent également de faire des comparaisons avec des sociétés dont la structure du capital est différente.

SURVOL DE LA SOCIÉTÉ

QUI NOUS SOMMES ET NOTRE VISION

Goodfood (TSX: FOOD) est un chef de file canadien de l'épicerie en ligne, livrant des solutions de repas et des produits d'épicerie frais facilitant pour ses clients à l'échelle du Canada, la dégustation de délicieux repas à la maison chaque jour. La vision de Goodfood est de se retrouver dans toutes les cuisines, chaque jour, en permettant aux clients d'effectuer leur épicerie et leur planification de repas en quelques minutes. Les clients de Goodfood ont accès à une sélection unique de produits en ligne ainsi qu'à des prix exclusifs rendus possibles grâce à ses infrastructures et technologies sans intermédiaire qui éliminent le gaspillage de nourriture et les frais généraux de vente au détail onéreux.

NOS ACTIVITÉS

La principale installation de production et les bureaux administratifs de la Société sont établis à Montréal (Québec) avec des installations supplémentaires situées au Québec, en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique. Additionnellement, des installations situées en Ontario et au Québec sont actuellement en construction.

Le tableau qui suit présente un résumé de nos installations, y compris celles qui ne sont pas encore ouvertes mais pour lesquelles des baux ont été conclus, au 31 août 2021 :

	Nombre d'installations total	Bureaux administratifs	Centres de distribution et de traitement des commandes	Installations de fabrication
Grand Montréal (Québec)	6	Х	Χ	Χ
Ottawa (Ontario)	1		Χ	
Grand Toronto (Ontario)	5	Х	Χ	Χ
Calgary (Alberta)	1		X	X
Vancouver (Colombie-Britannique)	1		Х	X

PERSPECTIVES FINANCIÈRES

L'industrie de l'épicerie en ligne est l'un des secteurs affichant la plus forte croissance. Plus spécifiquement, dans le monde entier, nous avons observé que la livraison rapide de produits d'épicerie constitue une proposition de valeur unique pour les clients, ce qui stimule la pénétration de l'épicerie en ligne. En conséquence, Goodfood est d'avis qu'il existe d'importantes opportunités d'accroître rapidement sa base de clients et la taille des paniers en poursuivant l'expansion de sa plateforme nationale au moyen de l'élargissement de la capacité de production à l'aide d'installations supplémentaires, des investissements liés à l'automatisation pour accroître la rapidité du service à la clientèle, l'enrichissement de ses gammes de produits et en investissant dans des campagnes de marketing très ciblées.

La stratégie de Goodfood implique en partie de différer la rentabilité à court terme au moyen d'investissements en capital, en ressources humaines, en processus, en marketing conduisant à la pénétration de l'épicerie en ligne et en technologie dans le but de créer de la valeur à long terme pour ses actionnaires grâce, ultimement, aux avantages tirés de sa structure de coûts pour atteindre ses objectifs de marge et rentabilité à long terme. Accroître la part de marché, la taille, les capicités de livraison sur demande et l'offre de produits de Goodfood permettra à la Société d'augmenter la valeur offerte à ses clients ainsi que de réaliser des rendements attrayants sur le capital investi. À mesure que la Société croît, elle est persuadée qu'elle réalisera des économies d'échelle et d'autres gains d'efficience, ce qui contribuera à l'amélioration de la rentabilité tout en continuant d'engendrer une expérience client sans égale.

La Société prévoit que l'exercice 2022 sera l'année où se concrétisera son effort pluriannuel de préparation au lancement de l'offre de solutions de repas et de produits d'épicerie sur demande, appuyée par une plateforme optimisée de magasinage en ligne. Au cours des deux derniers exercices, la structure de coûts de la Société comprenait des charges d'exploitations croissantes et considérables au titre de cette initiative qui, conjuguée à une base de produits fondée sur les abonnements aux repas prêts-à-cuisiner et qui ne tire pas encore profit de l'apport en produits supplémentaires que peut générer une offre de solutions de repas et de produits d'épicerie sur demande, ont fortement secoué la perte nette ainsi que le BAIIA ajusté¹⁾. En 2022, la Société prévoit poursuivre ses investissements et ouvrir des installations de traitement des commandes sur demande, ce qui devrait contribuer à générer des ventes nettes supplémentaires importantes. Le tout passe par l'achèvement récent de la rénovation de notre installation de Vancouver. par le lancement récent de la livraison en une heure ou moins de solutions de repas et de produits d'épicerie à partir de notre nouvelle installation de Toronto, qui sera suivi sous peu par l'ouverture d'une installation semblable à Montréal, par l'ajout de notre installation de traitement des commandes automatisé à Ottawa, lequel sera en mesure de livrer des commandes dès le début de la prochaine année civile et par des installations additionnelles dans des zones urbaines clés au cours de l'exercice 2022. De plus, en 2022, nous prévoyons une amélioration de la structure de coûts grâce à des gains de productivité, en l'alignant davantage sur notre initiative de livraison en une heure ou moins de solutions de repas et de produits d'épicerie sur demande, et nous prévoyons une amélioration progressive de la rentabilité tout au long de l'exercice.

La pandémie de COVID-19 a eu une incidence sur l'exploitation et les opérations de Goodfood et la Société s'attend à ce que l'exercice 2022 continue d'être affecté par la pandémie de COVID-19. En tant que service essentiel au Canada, Goodfood a poursuivi ses activités durant la pandémie et a mis en place des protocoles de sécurité améliorés dans ses installations afin d'assurer la sécurité de son personnel. La Société a profité d'une croissance accélérée de la demande. La pression sur les chaînes d'approvisionnement et sur les niveaux de stocks, l'augmentation des coûts opérationnels, ainsi que les perturbations et la pénurie de main-d'œuvre pourraient s'accroître en fonction de la durée et de la gravité de la pandémie et des modifications apportées à la réglementation gouvernementale à laquelle l'industrie de Goodfood est assujettie. Goodfood pourrait connaître un ralentissement de la demande en raison de l'assouplissement des restrictions de confinement et de la couverture vaccinale plus étendue. L'ampleur, la durée et la gravité de la pandémie de COVID-19 et l'incidence du déploiement des vaccins sont difficiles à prévoir et pourraient avoir une incidence sur les estimations et jugements critiques utilisés pour l'établissement des états financiers consolidés annuels de la Société.

En raison de la pandémie de COVID-19, le nombre d'employés en télétravail a augmenté considérablement, ce qui a entraîné une plus grande sollicitation des ressources et des systèmes de technologies de l'information et un risque accru d'hameçonnage et d'autres cyberattaques.

Les objectifs s'appuient sur des hypothèses et comportent des risques et des incertitudes, dont plusieurs sont indépendants de notre contrôle. Ces risques et incertitudes pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces objectifs. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Déclarations prospectives » et « Risque d'entreprise » du présent rapport de gestion.

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE 2021

Cette section présente un résumé de notre performance financière pour l'exercice et le trimestre clos le 31 août 2021 par rapport aux périodes correspondantes de 2020. Nous présentons des paramètres afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance, y compris des paramètres qui ne sont pas reconnus selon les IFRS. Les définitions de ces mesures financières non conformes aux IFRS sont présentées à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » qui se trouve au début du présent rapport de gestion et constituent des paramètres importants à prendre en considération pour analyser notre performance. Pour un rapprochement de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus comparables, selon le cas, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS – Rapprochement » du présent rapport de gestion.

FAITS SAILLANTS - COMPARAISON DE L'EXERCICE 2021 ET DE L'EXERCICE 2020

- Les ventes nettes ont augmenté de 93,9 millions de dollars, ou 33 % d'un exercice à l'autre, pour atteindre 379,2 millions de dollars.
- La marge brute s'est établie à 30,6 %, soit une amélioration de 0,3 point de pourcentage, et le bénéfice brut s'est chiffré à 116,1 millions de dollars, en hausse de 29,7 millions de dollars, ou 34 %, d'un exercice à l'autre.
- La perte nette s'est chiffrée à 31,8 millions de dollars, contre 5,3 millions de dollars à l'exercice précédent. La perte nette tient compte de l'incidence de 1,4 million de dollars attribuable à la modification de méthode comptable pour les coûts liés aux arrangements au titre de l'infonuagique découlant de la décision de l'IFRIC, comparativement à une incidence de 1,2 million de dollars à l'exercice précédent.
- La marge du BAIIA ajusté¹⁾ s'est chiffrée à (4,0) %, soit une diminution de 5,2 points de pourcentage d'un exercice à l'autre.
- Les sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont totalisé 16,4 millions de dollars, par rapport à des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation de 7,2 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent.
- La Société affichait un solde de trésorerie²⁾ de 125,5 millions de dollars au 31 août 2021, soit une hausse de 18,6 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour les exercices clos les	31 août 2021	31 août 2020	Variation (en %)
Indicateur de performance clé			
Abonnés actifs ¹⁾	298 000	280 000	6 %
Clients actifs ¹⁾	249 000	278 000	(10) %
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données en pourcent Résultats d'exploitation	tage)		
Ventes nettes	379 234 \$	285 372 \$	33 %
Bénéfice brut	116 094 \$	86 419 \$	34 %
Marge brute	30,6 %	30,3 %	0,3 <i>p.p.</i>
Perte nette	(31 792) \$	(5 341) \$	S.O.
BAIIA ajusté ¹⁾	(15 306) \$	3 306 \$	S.O.
Marge du BAIIA ajusté ¹⁾	(4,0) %	1,2 %	(5,2) p.p.
Situation financière et flux de trésorerie			
Trésorerie, équivalents de trésorerie et trésorerie			
soumise à des restrictions ²⁾	125 535 \$	106 902 \$	17 %
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(16 358)	7 186	S.O.

¹⁾ Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures.

Le solde de la trésorerie au 31 août 2021 comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Le solde de la trésorerie au 31 août 2020 comprend la trésorerie, les équivalents de trésorerie et la trésorerie soumise à des restrictions.

FAITS SAILLANTS – COMPARAISON DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2021 ET DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2020

- Les ventes nettes ont diminué de 4,3 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 79,4 millions de dollars.
- La marge brute s'est établie à 22,9 %, soit un recul de 9,9 points de pourcentage, et le bénéfice brut s'est chiffré à 18,2 millions de dollars, en baisse de 9,3 millions de dollars, ou 34 %.
- La perte nette s'est chiffrée à 22,1 millions de dollars, par rapport à un bénéfice net de 1,2 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice 2020. La perte nette tient compte de l'incidence de 0,4 million de dollars attribuable à la modification de méthode comptable pour les coûts liés aux arrangements au titre de l'infonuagique découlant de la décision de l'IFRIC, comparativement à une incidence de 0,4 million de dollars à l'exercice précédent.
- La marge du BAIIA ajusté¹⁾ s'est chiffrée à (22,4) %, soit une diminution de 28,2 points de pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Les sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont totalisé 23,7 millions de dollars, par rapport
 à des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation de 2,0 millions de dollars au trimestre
 correspondant de l'exercice précédent.

Pour les trimestres clos les	31 août 2021	31 août 2020	Variation (en %)
Indicateur de performance clé			
Abonnés actifs ¹⁾	298 000	280 000	6 %
Clients actifs ¹⁾	249 000	278 000	(10) %
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données en pourcent Résultats d'exploitation	tage)		
Ventes nettes	79 358 \$	83 691 \$	(5) %
Bénéfice brut	18 153 \$	27 474 \$	(34) %
Marge brute	22,9 %	32,8 %	(9,9) p.p.
(Perte nette) bénéfice net	(22 123) \$	1 225 \$	S.O.
BAIIA ajusté ¹⁾	(17 739) \$	4 839 \$	S.O.
Marge du BAIIA ajusté ¹⁾	(22,4) %	5,8 %	(28,2) p.p.
Situation financière et flux de trésorerie			
Trésorerie, équivalents de trésorerie et trésorerie			
soumise à des restrictions ²⁾	125 535 \$	106 902 \$	17 %
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(23 726)	1 999	S.O.

¹⁾ Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures.

²⁾ Le solde de la trésorerie au 31 août 2021 comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Le solde de la trésorerie au 31 août 2020 comprend la trésorerie, les équivalents de trésorerie et la trésorerie soumise à des restrictions.

PRINCIPAUX FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE 2021 ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Livraison en 1 heure

En novembre 2021, la Société a lancé une nouvelle option de livraison encore plus rapide pour certains secteurs de Toronto. Ce service offre la livraison de produits d'épicerie, de repas prêts-à-cuisiner et de repas prêts-à-manger en 1 heure ou moins. Au cours du mois de novembre, nous introduirons la livraison en 1 heure ou moins dans d'autres quartiers de Toronto et de Montréal. Notre infrastructure de classe mondiale et notre investissement continu dans la technologie, le personnel et les installations de traitement des commandes sont les facteurs clés de la réussite de cette initiative.

Produits d'épicerie de marque privée

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2021, la Société a continué d'élargir son offre de produits d'épicerie de marque privée à l'échelle du Canada, qui comptait environ 1 000 produits à cette date. La Société offre des denrées alimentaires de base courantes à des prix exclusifs, dans un éventail de catégories : boulangerie, desserts, viandes et fruits de mer, boissons, garde-manger, fruits et légumes, collations, produits laitiers, produits congelés et produits essentiels de cuisine.

Changement de la date de fin d'exercice

En septembre 2021, la Société a changé sa date de fin d'exercice, passant d'une date de clôture fixe le 31 août de chaque année à une date de clôture variable qui correspond au premier samedi de septembre de chaque année, afin que la date de fin d'exercice de la Société concorde avec celle des sociétés comparables. En conséquence, la Société suivra un cycle d'information de 52 semaines, mais ajoutera une 53° semaine tous les cinq ou six ans. Pour l'exercice 2022, le premier trimestre se terminera le 4 décembre 2021 et la date de fin d'exercice sera le 3 septembre 2022. L'exercice 2022 comptera 3 jours de plus que l'exercice 2021.

Reconnaissance sur la liste TSX30 en 2021 pour une deuxième année d'affilée

En septembre 2021, la Société a annoncé qu'elle a été incluse dans la liste TSX30 de la Bourse de Toronto pour une deuxième année d'affilée. Ce programme phare reconnaît les 30 actions les plus performantes à la Bourse de Toronto sur une période de trois ans selon l'appréciation du cours de l'action. Il s'agit de la reconnaissance de la valeur que Goodfood a créée pour les actionnaires grâce à la forte croissance et aux performances financières de la Société.

Premier centre de distribution automatisé

En juin 2021, la Société a annoncé qu'une installation louée à Ottawa, dont l'ouverture est prévue à l'hiver 2021, sera son premier centre de distribution de haute technologie, avec des capacités d'automatisation capables de livrer 4 000 produits le jour même ou plus rapidement.

Départ et nomination du chef de la technologie

En mai 2021, la Société a annoncé le départ de Raghu Mocharla, chef de la technologie, avec prise d'effet le 1^{er} juillet 2021. En septembre 2021, la Société a annoncé la nomination de Bipasha Chiu à titre de nouvelle chef de la technologie. Mme Chiu est une gestionnaire expérimentée de la transformation et de la livraison de la technologie, spécialisée dans la vente au détail et le commerce électronique, qui permettra à Goodfood de continuer à développer sa plate-forme technologique.

<u>La CIBC et Goodfood s'associent pour soutenir les héros du secteur des soins de santé de première ligne</u> en leur offrant 100 000 repas

En mai 2021, Goodfood et CIBC ont annoncé une initiative pour remercier les travailleurs du secteur des soins de santé de première ligne du Canada. Cette initiative, d'une durée de quatre semaines à compter de la Journée internationale des infirmières, vise à livrer 100 000 repas directement aux hôpitaux de villes et de collectivités partout au Canada afin que les travailleurs de la santé puissent les rapporter à la maison.

Émission de titres de capitaux propres

En février 2021, la Société a réalisé un appel public à l'épargne par voie de prise ferme avec un syndicat de preneurs fermes visant l'émission de 4,8 millions d'actions ordinaires pour un produit brut de 60 millions de dollars.

Départ et nomination du chef de la direction financière

En janvier 2021, la Société a annoncé le départ de Philippe Adam, son chef de la direction financière, à compter du 2 avril 2021. En mai 2021, la Société a annoncé la nomination de Jonathan Roiter à titre de chef de la direction financière avec prise d'effet le 7 juin 2021. M. Roiter a plus de 25 ans d'expérience dans l'élaboration et l'exécution de stratégies financières, tout en bâtissant et en dirigeant des équipes très performantes.

Refinancement de la facilité de crédit

Le 30 novembre 2020, la Société a conclu un nouveau financement bancaire consortial de 46 millions de dollars, qui comprend une facilité de crédit à terme de 12,5 millions de dollars, une facilité de crédit renouvelable de 27,5 millions de dollars et un autre financement à court terme de 6 millions de dollars. Le 16 février 2021, la Société a augmenté sa facilité de crédit renouvelable de 15 millions de dollars pour la porter à 42,5 millions de dollars, en plus de hausser l'autre financement à court terme pour égaler un total de 15 millions de dollars. Par ailleurs, un prêteur additionnel a été ajouté au consortium. Cette majoration porte le financement disponible total à 70 millions de dollars. Ces facilités comportent des modalités financières flexibles et améliorées, y compris des taux variables correspondant au taux des acceptations bancaires majoré de 2,50 %, et viennent à échéance en novembre 2023. La Société affectera le produit à l'accélération de sa croissance, qui passe par des dépenses en immobilisations et autres liées à son expansion et à l'automatisation, au refinancement de ses facilités de crédit existantes et aux besoins généraux de l'entreprise.

Lancement de Marché Goodfood WOW

En octobre 2020, la Société a annoncé le lancement de son tout nouveau service de livraison illimitée le jour même, Goodfood WOW, dans le Grand Montréal. En février 2021, la Société a procédé au lancement de Goodfood WOW dans la région du Grand Toronto et, en octobre 2021, dans le Grand Vancouver. La Société prévoit offrir ce nouveau service dans d'autres grandes villes canadiennes au cours de la prochaine année. Goodfood WOW permet une expérience d'épicerie en ligne encore plus flexible et pratique, permettant aux clients de commander n'importe quelle combinaison de repas prêts à cuisiner, produits d'épicerie, plats préparés et autres produits d'épicerie, aussi souvent que nécessaire pendant la semaine, avec livraison incluse le jour même pour toutes les commandes, moyennant un abonnement mensuel.

Incidence de la COVID-19 et mesures connexes

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré que l'épidémie de la COVID-19 était une pandémie et cette éclosion a eu une incidence sur l'exploitation et les opérations de Goodfood. Puisque la Société est considérée comme un service essentiel au Canada, Goodfood a poursuivi son exploitation sans interruption.

À compter du deuxième semestre de l'exercice 2020, Goodfood a profité de plusieurs retombées positives qui ont eu une incidence sur ses résultats financiers liées à la pandémie de la COVID-19 comme la

croissance du nombre d'abonnés, du nombre de commandes et de la valeur moyenne des commandes, lesquels facteurs ont eu un impact positif sur les ventes nettes, et se sont poursuivies tout au long de l'exercice 2021, au fil des vagues subséquentes de la pandémie de COVID-19 partout au pays. En raison de l'assouplissement des restrictions de confinement, de la couverture vaccinale plus étendue au quatrième trimestre de l'exercice 2021 et de l'incidence de l'annulation de la tendance saisonnière causée par la pandémie au quatrième trimestre de l'exercice 2020, Goodfood a enregistré une baisse du nombre d'abonnés actifs au dernier trimestre de l'exercice 2021 comparativement aux trimestres précédents de l'exercice 2020.

Au cours de l'exercice 2021, la Société a engagé des coûts marginaux directs liés à la COVID-19 d'environ 0,2 million de dollars et 1,8 million de dollars pour le trimestre et l'exercice clos le 31 août 2021, composés respectivement de coûts de production supplémentaires et de primes envers des agences temporaires.

Au début de la pandémie, des mesures préventives ont été mises en place dans toutes les installations au Canada en plus des normes de sécurité alimentaire rigoureuses déjà en place. Ces mesures comprenaient, sans s'y limiter, ce qui suit :

- Amélioration des mesures d'hygiène, y compris le nettoyage plus régulier de toutes les installations, le lavage des mains obligatoires avant d'entrer dans une installation (pour les visiteurs et le personnel) et l'accès à des stations avec désinfectant pour les mains;
- Mise en place de mesures de distanciation sociale pour la santé et la sécurité du personnel, y compris une vérification de la température sans contact avant d'accéder à une installation, la pose de barrières de sécurité, le port obligatoire de matériel de protection comme le masque et la visière pour tous les employés de première ligne et l'embauche d'une équipe pour surveiller l'état de santé du personnel et renforcir les mesures de distanciation sociale à l'intérieur et à l'extérieur de toutes les installations.

La Société continue de respecter les mesures supplémentaires mises en place dans ses installations en plus des normes de sécurité alimentaire rigoureuses déjà en place afin de préserver la santé et la sécurité de son personnel et d'assurer la qualité des produits pour ses clients.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES ANNUELLES

(en milliers de dollars canadiens)			
Aux	31 août 2021	31 août 2020	31 août 2019
Situation financière			
Trésorerie et équivalents de trésorerie et trésorerie			
soumise à des restrictions	125 535 \$	106 902 \$	47 649 \$
Immobilisations corporelles	33 367	19 191	13 545
Actifs au titre de droits d'utilisation	69 157	21 130	11 089
Total des actifs	255 262	161 557	80 499
Total de la dette ¹⁾	21 351	21 678	14 031
Total des obligations découlant de contrats de location ²⁾	73 111	23 348	12 724
Total des débentures convertibles ³⁾	6 466	16 245	_
Capitaux propres	97 875	56 069	17 117

¹⁾ Le total de la dette comprend la ligne de crédit et la partie courante et non courante de la dette à long terme.

²⁾ Le total des obligations découlant de contrats de location comprend la tranche courante et la tranche non courante.

³⁾ Le total des débentures convertibles comprend les composantes passif et capitaux propres des débentures convertibles.

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) Exercices clos les 31 août 2021 2020 2019 Résultat global Ventes nettes 379 234 \$ 161 333 \$ 285 372 \$ 116 094 86 419 40 310 Bénéfice brut Perte nette, représentant le résultat global (31792)(5341) $(21\ 221)$ Perte de base et diluée par action (0,45)(0,09)(0,38)Flux de trésorerie liés aux activités suivantes : Activités d'exploitation $(16\ 358)$ \$ 7 186 \$ 596 \$ Activités d'investissement $(18\ 012)$ (8.051)(6.955)55 503 Activités de financement 60 118 27 055

PARAMÈTRES ET MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS – RAPPROCHEMENT

Nous présentons certains paramètres afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance, y compris des paramètres qui ne sont pas reconnus selon les IFRS. Les définitions de ces mesures financières non conformes aux IFRS sont présentées à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » qui se trouve au début du présent rapport de gestion et constituent des paramètres importants à prendre en considération pour analyser notre performance.

ABONNÉS ACTIFS

	Pour les trimestres clos les 31 août					exercices es 31 août
	2021	2020	2021	2020		
Nombre d'abonnés actifs à l'ouverture de la période	317 000	272 000	280 000	200 000		
Variation nette du nombre d'abonnés actifs	(19 000)	8 000	18 000	80 000		
Nombre d'abonnés actifs à la clôture de la période	298 000	280 000	298 000	280 000		

CLIENTS ACTIFS

	Pour les trimestres clos les 31 août		Pour les e	exercices s 31 août
	2021	2020	2021	2020
Nombre de clients actifs à l'ouverture de la période	296 000	285 000	278 000	233 000
Variation nette du nombre de clients actifs	(47 000)	(7 000)	(29 000)	45 000
Nombre de clients actifs à la clôture de la période	249 000	278 000	249 000	278 000

BAIIA, BAIIA AJUSTÉ ET MARGE DU BAIIA AJUSTÉ

Le tableau suivant fait le rapprochement (de la perte nette) du bénéfice net et du BAIIA, du BAIIA ajusté et de la marge du BAIIA ajusté.

(en milliers de dollars, sauf les données en pourcentage)

	Pour les trimestres clos les 31 août			exercices es 31 août	
	2021	2020	2021	2020	
(Perte nette) bénéfice net	(22 123) \$	1 225 \$	(31 792) \$	(5 341) \$	
Charges financières nettes	524	911	2 170	2 380	
Amortissements	2 176	1 759	8 820	5 197	
Charge (recouvrement) d'impôt différé	97	526	500	(804)	
BAIIA	(19 326) \$	4 421 \$	(20 302) \$	1 432 \$	
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	1 587	418	4 857	1 874	
Coûts de réorganisation	-	_	139	_	
BAIIA ajusté	(17 739) \$	4 839 \$	(15 306) \$	3 306 \$	
Ventes nettes	79 358 \$	83 691 \$	379 234 \$	285 372 \$	
Marge du BAIIA ajusté (%)	(22,4) %	5,8 %	(4,0) %	1,2 %	

Pour le trimestre clos le 31 août 2021, la marge du BAIIA ajusté a diminué de 28,2 points de pourcentage par rapport à la période correspondante de 2020, en raison principalement de la réduction de la base de produits découlant de l'assouplissement des restrictions de confinement et de la couverture vaccinale plus étendue au quatrième trimestre de l'exercice 2021, ainsi que de l'incidence de l'annulation de la tendance saisonnière causée par la pandémie au quatrième trimestre de l'exercice 2020. En outre, la baisse de la marge du BAIIA ajusté peut s'expliquer par l'augmentation de la masse salariale et des dépenses de marketing en pourcentage des ventes nettes résultant de l'expansion de l'équipe de direction, y compris principalement nos groupes de technologie, de gestion des opérations et de marketing, ainsi que des fonctions administratives connexes nécessaires afin de mettre en place l'infrastructure physique et numérique de traitement des commandes sur demande, y compris l'enrichissement de ses gammes de produits pour soutenir la croissance de la Société.

Pour l'exercice clos le 31 août 2021, la marge du BAIIA ajusté a diminué de 5,2 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de l'augmentation de la masse salariale et des dépenses de marketing résultant de l'expansion de l'équipe de direction et des fonctions administratives connexes nécessaires afin de mettre en place l'infrastructure physique et numérique de traitement des commandes sur demande, y compris l'enrichissement de ses gammes de produits pour soutenir la croissance de la Société. Cette baisse a été partiellement contrebalancée par la hausse de la marge brute du fait de l'élargissement de la base de produits, la diminution des incitatifs et crédits en pourcentage des ventes nettes et la diminution des coûts d'expédition par commande.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION - EXERCICES 2021 ET 2020

Dans le prochain tableau figurent les composantes de l'état consolidé du résultat net et du résultat global de la Société.

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions et les données en pourcentage)

Pour les exercices clos les 31 août	2021	2020	(\$)	(%)
Ventes nettes	379 234 \$	285 372 \$	93 862 \$	33 %
Coût des marchandises vendues	263 140	198 953	64 187	32 %
Bénéfice brut	116 094 \$	86 419 \$	29 675 \$	34 %
Marge brute	30,6 %	30,3 %	S.O.	0,3 p.p.
Frais de vente, charges générales				
et administratives	136 396 \$	84 987 \$	51 409 \$	60 %
Amortissements	8 820	5 197	3 623	70 %
Charges financières nettes	2 170	2 380	(210)	(9) %
Perte avant impôt sur le résultat	(31 292)	(6 145)	(25 147)	s.o.
Charge (recouvrement) d'impôt différé	500	(804)	1 304	S.O.
Perte nette, représentant le résultat				
global	(31 792) \$	(5 341) \$	(26 451) \$	S.O.
Perte par action, de base et diluée	(0,45) \$	(0,09) \$	(0,36) \$	s.o.

ANALYSE DES VARIATIONS ENTRE L'EXERCICE 2021 ET L'EXERCICE 2020

- La concentration continue de la Société sur sa stratégie de devenir l'épicier en ligne de premier plan au Canada en augmentant sa gamme de produits et sa flexibilité envers les clients grâce à la livraison le jour même a eu un effet favorable sur la taille moyenne des paniers et la fréquence des commandes, ce qui, combiné à une plus grande base d'abonnés, s'est traduit par une augmentation des ventes nettes. La diminution des incitatifs et crédits en pourcentage des ventes nettes, qui sont passés de 15.9 % à 10.9 %, a également contribué à la hausse des ventes nettes.
- La hausse du bénéfice brut et de la marge brute résulte essentiellement de la progression des ventes nettes, de la diminution des incitatifs et crédits en pourcentage des ventes nettes ainsi que de l'accroissement de la taille des paniers et d'une réduction des coûts de traitement par commande, facteurs en partie contrebalancés par des coûts de main-d'œuvre plus élevés. La diminution des coûts de traitement correspond essentiellement à la baisse des coûts afférents à l'expédition découlant de la plus grande densité au sein des zones de livraison et de l'expansion de nos capacités internes de livraison à l'étape finale.
- Les frais de vente, charges générales et administratives ont augmenté en raison surtout d'une augmentation de la masse salariale attribuable à l'expansion de l'équipe de direction et des fonctions administratives connexes nécessaires pour mettre en place l'infrastructure physique et numérique de traitement des commandes sur demande, y compris l'enrichissement de ses gammes de produits pour soutenir la croissance de la Société ainsi que la hausse des dépenses de marketing résultant d'une baisse des dépenses de marketing au cours de l'exercice 2020 en raison de l'impact positif de COVID-19 sur nos ventes nettes. Les frais de vente, charges générales et administratives en pourcentage des ventes nettes ont augmenté, passant de 29,8 % à 36,0 %.
- La hausse des amortissements résulte surtout de la comptabilisation des actifs au titre des droits d'utilisation liés aux nouveaux contrats de location visant des installations et aux ententes de modification des contrats de location ainsi que des entrées d'immobilisations corporelles surtout attribuables au réaménagement des installations ainsi qu'à l'instauration de technologie et à des investissements dans du matériel d'automatisation à mesure que la Société croît et qu'elle augmente ses activités et son offre de produits partout au Canada.
- La charge d'impôt différé découle de la conversion de débentures convertibles en actions ordinaires.

 L'accroissement de la perte nette s'explique avant tout par l'augmentation de la masse salariale et des dépenses de marketing, partiellement contrebalancée par la hausse des ventes nettes et de la marge brute.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION - TRIMESTRES CLOS LES 31 AOÛT 2021 ET 2020

Dans le prochain tableau figurent les composantes de l'état consolidé du résultat net et du résultat global de la Société.

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions et les données en pourcentage)

Pour les trimestres clos les				
31 août	2021	2020	(\$)	1) (%) ²⁾
Ventes nettes	79 358 \$	83 691	\$ (4 33	3) \$ (5) %
Coût des marchandises vendues	61 205	56 217	4 98	8 9 %
Bénéfice brut	18 153 \$	27 474	\$ (9 32	1) \$ (34) %
Marge brute	22,9 %	6 32,8	% s.	o. (9.9) p.p.
Frais de vente, charges générales et				, ,,,
administratives	37 479 \$	23 053	\$ 14 42	6 \$ 63 %
Amortissements	2 176	1 759	41	7 24 %
Charges financières nettes	524	911	(38	7) (42) %
(Perte nette) bénéfice net avant				
impôt sur le résultat	(22 026)	1 751	(23 77	7) s.o.
Charge d'impôt différé	97	526	(42	9) (82) %
(Perte nette) bénéfice net,				
représentant le résultat global	(22 123) \$	1 225	\$ (23 34	8) \$ s.o.
Bénéfice (perte) par action, de base				
et dilué(e)	(0,30) \$	0,02	\$ (0,3	2) \$ s.o.

ANALYSE DES VARIATIONS ENTRE LE TRIMESTRE CLOS LE 31 AOÛT 2021 ET LE TRIMESTRE CLOS LE 31 AOÛT 2020

- Le retrait accéléré des restrictions de confinement et la couverture vaccinale plus étendue au quatrième trimestre de l'exercice 2021, combinés à l'incidence de l'annulation de la tendance saisonnière causée par la pandémie au quatrième trimestre de l'exercice 2020, a entraîné une réduction de la demande des consommateurs et une diminution des ventes nettes par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, baisse en partie compensée par la diminution des incitatifs et crédits en pourcentage des ventes nettes, qui sont passés de 12,1 % à 7,4 %.
- La contraction du bénéfice brut et de la marge brute résulte essentiellement de la diminution des ventes nettes ce qui a entraîné une diminution de l'effet de levier opérationnel, notamment des coûts de production, des aliments et des frais généraux. La hausse des coûts de production résulte principalement de l'accroissement des coûts liés à la main-d'œuvre de production et de traitement des commandes en raison de l'inflation des salaires ainsi que de l'augmentation du nombre de superviseurs et autres travailleurs indirects. La hausse du coût des aliments est en partie expliqué par l'expansion de notre offre de produits d'épicerie de marque privée. La hausse des frais généraux est principalement due à notre investissement continu dans le personnel afin de soutenir le plan de croissance de la Société.
- Les frais de vente, charges générales et administratives ont augmenté en raison surtout d'une hausse de la masse salariale résultant de l'expansion de l'équipe de direction, y compris principalement nos groupes de technologie, de gestion des opérations et de marketing, ainsi que des fonctions administratives connexes nécessaires afin de mettre en place l'infrastructure physique et numérique de traitement des commandes sur demande, y compris l'enrichissement de ses gammes de produits pour soutenir la croissance de la Société. L'augmentation peut également s'expliquer par une hausse des dépenses de marketing résultant d'une réduction temporaire des dépenses de marketing l'année dernière en raison de l'augmentation de la demande expliquée par la pandémie. Les frais de vente,

charges générales et administratives en pourcentage des ventes nettes ont augmenté, passant de 27,5 % à 47,2 %.

- La hausse des amortissements résulte surtout de la comptabilisation des actifs au titre des droits d'utilisation liés aux contrats de location, nouveaux ou modifiés, visant des installations et aux améliorations locatives connexes alors que la Société croît et qu'elle augmente ses activités partout au Canada.
- La diminution des charges financières nettes est attribuable surtout à la réduction du solde de la dette lié aux débentures convertibles comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la conversion de débentures au cours de l'exercice 2021.
- La charge d'impôt différé moins élevée pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021 s'explique par le plus petit nombre de débentures convertibles en actions ordinaires.
- La perte nette affichée pour le quatrième trimestre de 2021 par rapport au bénéfice net de la période correspondante de l'exercice précédent s'explique par une diminution des ventes nettes et de la marge brute ainsi gu'à l'augmentation de la masse salariale et des dépenses de marketing.

TENDANCES ET CARACTÈRE SAISONNIER DES ACTIVITÉS

Les ventes nettes et les charges sont touchées par le caractère saisonnier des activités. Au cours de la saison des Fêtes et de la saison estivale, la Société s'attend généralement à une baisse de ses ventes nettes étant donné qu'une plus haute proportion de ses clients choisit de suspendre la livraison de leur panier. La Société s'attend généralement à ce que la croissance du nombre d'abonnés actifs et du nombre de clients actifs soit plus modeste au cours de ces périodes. Bien que cela soit typique, la pandémie de COVID-19, l'incidence du déploiement des vaccins et l'évolution des restrictions gouvernementales ont eu et pourraient continuer d'avoir un impact sur cette tendance. Le caractère saisonnier a été mis en pause au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2020 en raison de la pandémie de COVID-19. Au cours de l'exercice 2021, à la lumière du déploiement des vaccins pour lutter contre la COVID-19 et de l'assouplissement des restrictions de confinement au cours de l'été, l'incidence des tendances saisonnières est revenue à la normale au quatrième trimestre de l'exercice 2021. Lors des périodes de temps doux, la Société prévoit que les coûts d'emballage soient plus élevés du fait de l'emballage supplémentaire nécessaire pour maintenir la fraîcheur et la qualité de la nourriture. La Société s'attend aussi à ce que le coût des aliments subisse l'incidence favorable de la disponibilité des produits pendant les périodes au cours desquelles la température est plus clémente.

SITUATION FINANCIÈRE

Le tableau suivant présente une analyse des principales variations de l'état consolidé de la situation financière de la Société.

(en milliers de dollars canadiens)

(cri milicio de dollaro cariadierio)				
Aux	31 août 2021	31 août 2020	Variation	Composantes principales
Trésorerie, équivalents de trésorerie et trésorerie soumise à des restrictions	125 535 \$	106 902 \$	18 633 \$	Réalisation d'un appel public à l'épargne au T2 de l'exercice 2021
Stocks	14 318	6 962	7 356	Attribuable à l'ajout constant de produits à la gamme de produits d'épicerie de la Société et à l'intensification des activités liées aux nouvelles installations partout au Canada
Immobilisations corporelles	33 367	19 191	14 176	Attribuable au réaménagement des installations et aux investissements dans la technologie et l'automatisation visant à soutenir la croissance
Actifs au titre de droits d'utilisation	69 157	21 130	48 027	Nouvelles installations partout au Canada découlant de l'expansion constante de la Société
Obligations découlant de contrats de location, y compris la tranche à court terme	73 111	23 348	49 763	Nouvelles installations partout au Canada découlant de l'expansion constante de la Société
Actions ordinaires	170 094	97 801	72 293	Du fait de l'appel public à l'épargne, de la conversion de débentures convertibles et de l'exercice d'options d'achat d'actions

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Cette section présente la structure du capital, les sources de liquidité et différents instruments financiers de la Société, y compris ses instruments d'emprunt.

STRUCTURE DU CAPITAL

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données en pourcentage)

Aux	31 août 2021		31 août 2020
Trésorerie, équivalents de trésorerie et trésorerie soumise à des restrictions ¹⁾	125 535	\$	106 902 \$
Dette à long terme, y compris la ligne de crédit et la tranche à court terme	21 351		21 678
Débentures convertibles, composante passif	5 623		14 194
Total de la dette	26 974	\$	35 872 \$
Total des capitaux propres	97 875		56 069
Total de la structure du capital	124 849	\$	91 941 \$
Total de la trésorerie ¹⁾ , déduction faite de la dette	98 561	\$	71 030 \$
Total de la trésorerie ¹⁾ , déduction faite de la dette, par rapport au total de la	_		_
structure du capital	78,9	%	77,3 %

Le solde de la trésorerie au 31 août 2021 comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Le solde de la trésorerie au 31 août 2020 comprend la trésorerie, les équivalents de trésorerie et la trésorerie soumise à des restrictions.

GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion de sa structure du capital, l'objectif de la Société consiste à faire en sorte que ses liquidités soient suffisantes pour financer ses activités et sa croissance, et offrir des rendements du capital investi concurrentiels. Pour financer ses activités, la Société a compté sur des placements publics et privés de titres de capitaux propres, sur des débentures convertibles, sur ses entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation et sur des instruments d'emprunt à court terme ou à long terme, qui sont inclus dans la définition du capital selon la Société. La Société gère ses excédents de trésorerie pour s'assurer qu'elle dispose de réserves suffisantes pour financer ses activités et sa structure du capital.

FLUX DE TRÉSORERIE

Voici un sommaire des entrées (sorties) nettes de trésorerie par activité pour les exercices clos les 31 août.

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 août	2021	2020	Variation
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, compte			
non tenu de la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation	(16 344) \$	2 786 \$	(19 130) \$
Variation des éléments hors trésorerie	(10011) 4	Ξ.00 ψ	(10 100) φ
du fonds de roulement d'exploitation	(14)	4 400	(4 414)
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées			
aux activités d'exploitation	(16 358) \$	7 186 \$	(23 544) \$
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités			
d'investissement	(18 012)	(8 051)	(9 961)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités			
de financement	55 503	60 118	(4 615)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents			
de trésorerie	21 133 \$	59 253 \$	(38 120) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture			
de la période	104 402	45 149	59 253
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture			
de la période	125 535 \$	104 402 \$	21 133 \$

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont établies à 16,4 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 août 2021 comparativement à des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation de 7,2 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette variation négative de 23.5 millions de dollars d'un exercice à l'autre s'explique avant tout par l'augmentation de la perte nette avant les dépenses hors trésorerie inscrite pour l'exercice et la variation défavorable des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation essentiellement imputable à l'accroissement des stocks pour soutenir la livraison d'épicerie en ligne.

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement ont augmenté de 10,0 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 août 2021 comparativement à l'exercice précédent, en raison principalement des entrées d'immobilisations corporelles et dépôts plus élevés surtout attribuables au réaménagement et aux adaptations des installations ainsi qu'à l'instauration de technologie et à des investissements dans du matériel d'automatisation.

Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement ont diminué de 4,6 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 août 2021 comparativement à l'exercice précédent, en raison principalement des activités de financement moindres au titre de ses facilités de crédit par rapport à l'exercice 2020.

Voici un sommaire des entrées (sorties) nettes de trésorerie par activité pour les trimestres clos les 31 août.

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos les 31 août	2021	2020	Variation
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, compte			
non tenu de la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation	(17 614) \$	4 881 \$	(22 495) \$
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(0.440)	(0.000)	(0.000)
d'exploitation	(6 112)	(2 882)	(3 230)
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités			
d'exploitation	(23 726) \$	1 999 \$	(25 725) \$
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités	` ,		,
d'investissement	(7 709)	(2 373)	(5 336)
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités	,	,	,
de financement	(142)	26 789	(26 931)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents			
de trésorerie	(31 577) \$	26 415 \$	(57 992) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	, , ,	*	, , ,
de la période	157 112	77 987	79 125
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture			
de la période	125 535 \$	104 402 \$	21 133 \$
de la pellode	120 000 p	10-7-102 φ	21 100 φ

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 23,7 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 août 2021 comparativement à des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation de 2,0 millions de dollars pour la période correspondante de 2020. Cette variation négative d'un exercice à l'autre de 25,7 millions de dollars découle avant tout de la perte nette avant les dépenses hors trésorerie et la variation défavorable des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation essentiellement imputable à l'augmentation des débiteurs et autres montants à recevoir et la diminution des créditeurs et charges à payer.

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement ont augmenté de 5,3 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 août 2021 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement des entrées d'immobilisations corporelles plus élevées surtout attribuables au réaménagement et aux adaptations des installations ainsi qu'à des investissements dans du matériel d'automatisation.

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement se sont fixées à 0,1 million de dollars au cours du quatrième trimestre de 2021, contre des entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement de 26,8 millions de dollars pour la période correspondante de 2020. Cette variation négative

de 26,9 millions de dollars d'un exercice à l'autre est attribuable essentiellement au produit net tiré de l'émission publique d'actions ordinaires en 2020.

Le tableau suivant présente les montants de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et de la trésorerie soumise à des restrictions:

(en milliers de dollars canadiens)

Aux 31 août	2021	2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie	125 535 \$	104 402 \$
Trésorerie soumise à des restrictions ¹⁾	_	2 500
	125 535 \$	106 902 \$

La trésorerie soumise à des restrictions se compose de la trésorerie détenue en garantie, qui est assujettie aux modalités de l'accord de financement (se reporter à la rubrique « Dette » du présent rapport de gestion).

DETTE

Facilité de crédit de 2021

Au cours du premier trimestre clos le 30 novembre 2020, la Société a conclu une facilité de crédit consortial d'un montant total de 46 millions de dollars, ce qui comprend un emprunt à terme de 12,5 millions de dollars, une facilité de crédit renouvelable de 27,5 millions de dollars et un autre financement à court terme de 6 millions de dollars (la « facilité de crédit de 2021 »). Au cours du deuxième trimestre clos le 28 février 2021, la Société a augmenté sa facilité de crédit renouvelable de 15 millions de dollars pour la porter à 42,5 millions de dollars, en plus de hausser l'autre financement à court terme pour un montant d'au plus 15 millions de dollars. Par ailleurs, un prêteur additionnel a été ajouté au consortium. Cette hausse a poussé le total du financement disponible à 70 millions de dollars. La facilité de crédit de 2021 est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant la totalité des biens meubles et immeubles de la Société. Les facilités portent intérêt à des taux variables correspondant au taux des acceptations bancaires majoré de 2,50 % et viennent à échéance en novembre 2023. L'emprunt à terme est remboursable en quatre versements trimestriels de 156 mille dollars à partir du 30 novembre 2021 et augmenteront à quatre versements trimestriels de 313 mille dollars à partir du 30 novembre 2022, avec un remboursement intégral du solde de 10,6 millions de dollars à la fin du terme en novembre 2023.

Au 31 août 2021, Goodfood avait des lettres de crédit en cours totalisant 1,2 million de dollars (0,9 million de dollars en 2020), ce qui a réduit le montant disponible sur la facilité de crédit renouvelable.

Au 31 août 2021, un montant de 9,1 millions de dollars avait été prélevé sur la facilité de crédit renouvelable. Elle vient à échéance en novembre 2023 et est comptabilisée à titre de passif non courant. Un solde de 33,4 millions de dollars n'avait pas été prélevé et un montant de 32,2 millions de dollars était disponible au 31 août 2021.

La facilité de crédit de 2021 ne comprend pas de garantie obligatoire et la trésorerie soumise à des restrictions aux termes de la facilité de crédit de 2019 a été libérée et reclassée dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie au cours du premier trimestre clos le 30 novembre 2020. Au 31 août 2021, la Société respectait toutes les clauses restrictives aux termes de la convention de crédit régissant la facilité de crédit de 2021.

Au 31 août 2021, la Société a attribué un montant de 14,6 millions de dollars (7,3 millions de dollars en 2020) au titre des cartes de crédit d'entreprise servant à des fins commerciales, ce qui est compris dans l'autre financement à court terme d'un montant global de 15 millions de dollars. Les montants à payer relativement aux cartes de crédit sont inclus dans les créditeurs et charges à payer.

Facilité de crédit de 2019

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2019, la Société a obtenu auprès d'une institution financière canadienne deux emprunts à terme garantis de trois ans totalisant 12,5 millions de dollars, une ligne de crédit renouvelable de 10 millions de dollars et un autre financement à court terme de 5 millions de dollars (la « facilité de crédit de 2019 »). La facilité de crédit de 2019 était garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant la totalité des biens meubles et immeubles de la Société. Ces sommes ont servi

à financer des dépenses en immobilisations liées à l'expansion et à investir dans l'automatisation. Elles ont également servi à refinancer la dette à long terme de la Société.

Au 31 août 2020, sur les emprunts à terme portant intérêt à un taux variable correspondant au taux CDOR majoré de 2,50 %, une somme de 12,5 millions de dollars était déboursée. Les emprunts à terme étaient remboursables en versements trimestriels de 31 mille dollars et de 125 mille dollars à partir du 31 août 2020 et du 30 novembre 2020, respectivement, avec un remboursement intégral du solde à la fin du terme en novembre 2021.

Au 31 août 2020, un montant de 9,1 millions de dollars de la ligne de crédit renouvelable avait été prélevé. La ligne de crédit renouvelable était remboursable à vue et comptabilisée à titre de passif courant.

La facilité de crédit de 2019 comprenait une garantie obligatoire de 2,5 millions de dollars placée dans un compte de trésorerie soumise à des restrictions. Au 31 août 2020, la Société respectait toutes les clauses restrictives aux termes de la facilité de crédit de 2019.

La facilité de crédit de 2019 était remboursée en totalité au 30 novembre 2020.

SWAP DE TAUX D'INTÉRÊT

Au 31 août 2021, Goodfood avait un contrat de swap en vigueur aux termes duquel la Société a fixé le taux d'intérêt visant un montant notionnel totalisant 10,9 millions de dollars, jusqu'en novembre 2021.

DÉBENTURES CONVERTIBLES

Le 26 février 2020, la Société a émis 30 000 débentures subordonnées non garanties convertibles (les « débentures ») au prix de 1 000 \$ la débenture, pour un produit brut de 30 millions de dollars. Les débentures échéant le 31 mars 2025 portent intérêt au taux annuel fixe de 5,75 %, payable semestriellement à terme échu le 31 mars et le 30 septembre de chaque année à compter du 30 septembre 2020. Le taux d'intérêt effectif des débentures, qui prend en compte les frais d'émission de débentures, s'élève à 11,76 %. Les débentures peuvent être converties en actions ordinaires de la Société en tout temps au gré du porteur au prix de conversion de 4,70 \$ l'action. À compter du 31 mars 2023, sous réserve de certaines conditions, la Société pourra racheter les débentures à son gré, en totalité ou en partie, à un prix correspondant au capital des débentures majoré de l'intérêt couru et impayé.

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2021, 11 284 débentures (11 864 débentures en 2020) ont été converties en actions ordinaires de la Société, ce qui a donné lieu à l'émission de 2 400 819 actions ordinaires (2 524 242 actions ordinaires en 2020), et la Société a reclassé dans les actions ordinaires des montants respectifs de 9,0 millions de dollars (9,3 millions de dollars en 2020) et de 1,9 million de dollars (2,0 millions de dollars en 2020) attribuables à la composante passif des débentures convertibles et à la composante capitaux propres des débentures convertibles. Au 31 août 2021, 6 852 débentures étaient en cours (18 136 débentures en 2020).

ACTIONS ORDINAIRES

Au cours de l'exercice 2021, d'importantes opérations sur capitaux propres ont eu lieu, comme suit.

- Dans le cadre d'un appel public à l'épargne réalisé le 24 février 2021, la Société a émis 4 800 000 actions ordinaires. Se reporter à la rubrique « Utilisation du produit tiré des appels publics à l'épargne » du présent rapport de gestion pour des informations sur l'utilisation du produit par la Société;
- 1 182 693 options d'achat d'actions, respectivement, ont été exercées contre un nombre équivalent d'actions ordinaires:
- 11 284 débentures ont été converties en 2 400 819 actions ordinaires.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Le tableau suivant présente les principales données financières trimestrielles des huit derniers trimestres.

(en milliers de dollars canadiens, sauf les nombres d'abonnés actifs, les nombres de clients actifs, les données par

action et les données en pourcentage)

	Exercice 2021				Exercice 2020			
	T4	T3	T2	T1	T4	Т3	T2	T1
Abonnés actifs	298 000	317 000	319 000	306 000	280 000	272 000	246 000	230 000
Clients actifs	249 000	296 000	306 000	290 000	278 000	285 000	227 000	233 000
Ventes nettes	79 358 \$	107 795 \$	100 654 \$	91 427 \$	83 691 \$	86 600 \$	58 790 \$	56 291 \$
Marge brute	22,9 %	35,0 %	30,4 %	32,3 %	32,8 %	28,8 %	30,3 %	28,8 %
(Perte nette)								
bénéfice net	(22 123)\$	(2 333)\$	(4 253)\$	(3 083)\$	1 225 \$	2 894 \$	(3 448)\$	(6 012)\$
Charges financières								
nettes	524	431	540	675	911	1 154	218	97
Amortissements	2 176	2 318	2 293	2 033	1 759	1 421	1 024	993
Charge								
(recouvrement)								
d'impôt différé	97	61	129	213	526	_	(1 330)	_
Paiements fondés								
sur des actions	1 587	869	1 404	997	418	560	485	411
Coûts de								
réorganisation	-		139				-	
BAIIA ajusté 1)	(17 739)\$	1 346 \$	252 \$	835 \$	4 839 \$	6 029 \$	(3 051)\$	(4 511)\$
Marge du BAIIA							<i>,</i> ,	
ajusté ¹⁾	(22,4)%	1,2 %	0,3 %	0,9 %	5,8 %	7,0 %	(5,2)%	(8,0)%
Bénéfice (perte) de base et dilué(e)								
par action 2)	(0,30)	(0,04)	(0,06)	(0,05)	0,02	0,05	(0,06)	(0,10)

Pour une définition de ces mesures financières non conformes aux IFRS, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

Les ventes nettes ont progressé depuis le premier trimestre de l'exercice 2020 du fait surtout de la concentration continue de la Société sur sa stratégie de devenir l'épicier en ligne de premier plan au Canada en augmentant sa gamme de produits et en offrant de la flexibilité aux clients, ce qui a eu une incidence favorable sur la taille moyenne des paniers et la fréquence des commandes. Par suite de la levée rapide des restrictions de confinement et de la hausse de la couverture vaccinale, les ventes nettes de Goddfood ont reculé au cours du dernier trimestre de l'exercice 2021.

Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté se sont améliorés d'un trimestre à l'autre au cours de l'exercice 2020 en raison de la hausse des ventes nettes et du bénéfice brut essentiellement attribuable à la croissance de la base d'abonnés. Pour le troisième trimestre et le quatrième trimestre de l'exercice 2020, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté ont également profité d'une baisse des frais de vente et charges générales et administratives en pourcentage des ventes nettes. Pour l'exercice 2021, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté ont diminué par rapport aux troisième et quatrième trimestres de l'exercice 2020 du fait de la hausse de la masse salariale et des dépenses de marketing à mesure que la Société croît et qu'elle augmente ses activités et son offre de produits partout au Canada. Par ailleurs, pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021, le recul des ventes nettes a eu une incidence sur le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA.

Le résultat net s'est amélioré d'un trimestre à l'autre depuis le premier trimestre de l'exercice 2020 grâce à la hausse des ventes nettes et du bénéfice brut. Pour le troisième trimestre et le quatrième trimestre de l'exercice 2020, la baisse des frais de vente et charges générales et administratives en pourcentage des ventes nettes a également contribué à l'amélioration du résultat net. Au cours des deux premiers trimestres de l'exercice 2021, la hausse des amortissements relative à la comptabilisation des actifs au titre des droits

La somme (de la perte) du bénéfice par action, de base et diluée, par trimestre pourrait ne pas équivaloir à la perte nette par action, de base et diluée, depuis le début de l'exercice du fait que les chiffres ont été arrondis.

d'utilisation liés aux contrats de location, nouveaux et modifiés, visant des installations et aux améliorations locatives connexes et l'augmentation de la charge liée aux paiements fondés sur des actions ont eu une incidence défavorable sur la perte nette. La perte nette pour les troisième et quatrième trimestres de l'exercice 2021 a subi l'incidence défavorable de la hausse de la masse salariale et des dépenses de marketing à mesure que la Société croît et qu'elle augmente ses activités et son offre de produits partout au Canada. Par ailleurs, pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021, le recul des ventes nettes a eu une incidence sur la perte nette.

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit correspond au risque que la Société subisse une perte imprévue si une autre partie à un instrument financier n'est pas en mesure de respecter ses obligations contractuelles. La Société surveille régulièrement son exposition au risque de crédit et prend des mesures pour réduire la probabilité que cette exposition se traduise par une perte. L'exposition de la Société au risque de crédit est principalement attribuable à sa trésorerie et à ses équivalents de trésorerie de même qu'aux débiteurs et autres montants à recevoir. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit correspond à la valeur comptable de ces actifs financiers. La direction est d'avis que ce risque de crédit est limité puisque la Société fait affaire avec de grandes institutions financières en Amérique du Nord et avec un fournisseur de traitement de paiements reconnu internationalement.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La dette à long terme et la facilité renouvelable de la Société portent intérêt à des taux variables qui sont déterminés par un taux de base établi par le prêteur, majoré d'une marge. Par conséquent, la Société est exposée à un risque de flux de trésorerie associé aux variations des taux d'intérêt attribuables à la fluctuation des taux de base du prêteur. La Société gère son risque de taux d'intérêt au moyen d'un swap de taux d'intérêt variable-fixe, comme il est mentionné à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion. Puisque les taux d'intérêt sur les débentures sont fixes, la Société n'est pas exposée au risque de taux d'intérêt sur ces instruments.

La Société ne comptabilise aucun actif ou passif financier à taux fixe à la juste valeur par le biais du résultat net, ni ne désigne des dérivés (swaps de taux d'intérêt) à titre d'instruments de couverture aux termes d'un modèle de comptabilité de couverture de la juste valeur. Par conséquent, une variation des taux d'intérêt à la date de clôture n'aurait pas d'incidence importante sur la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et, par conséquent, la perte nette de la Société.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité découle de l'éventualité que la Société ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses obligations en temps opportun ou à un coût raisonnable. La Société gère son risque de liquidité en surveillant ses besoins en matière d'exploitation. La Société prépare ses budgets et ses prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour s'acquitter de ses obligations.

Pour l'exercice qui sera clos le 31 août 2022, les dépenses d'investissement et autres que d'investissement supplémentaires alors que la Société continue d'étendre sa présence au Canada ainsi que d'accroître son nombre d'abonnés actifs et d'étoffer ses gammes de produits devraient réduire le solde de trésorerie de la Société et sa situation de trésorerie par rapport au 31 août 2021, en l'absence d'un financement supplémentaire. D'après nous, les trésoreries et équivalents de trésorerie en caisse de la Société et la capacité de financement fourniront les sources adéquates de liquidités afin de satisfaire aux exigences à court terme, de financer les dépenses d'investissement prévues ainsi que toutes pertes d'exploitation.

RISQUE D'ENTREPRISE

Il y a lieu de consulter la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2021 que l'on retrouve sur le site de SEDAR à l'adresse www.sedar.com pour une analyse plus poussée des facteurs de risque d'entreprise.

EXIGENCES ADDITIONNELLES EN MATIÈRE DE FINANCEMENT

La Société pourrait devoir avoir recours à du financement additionnel dans l'avenir pour atteindre les objectifs énoncés à la rubrique « Perspectives financières » du présent rapport de gestion, du fait de la croissance réalisée et attendue du nombre d'abonnés actifs, de l'investissement prévu dans les activités, les services logistiques, l'automatisation et la technologie, du développement de nouveaux produits, et de la possibilité qu'elle inscrive encore des pertes d'exploitation.

ARRANGEMENTS HORS BILAN ET ANALYSE DES ÉCHÉANCES DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le tableau qui suit décrit en détail les échéances des obligations contractuelles de la Société au 31 août 2021 :

(en milliers de dollars canadiens)

	Valeur comptable totale	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	52 207 \$	52 207	\$ 52 207 \$	- \$	- \$
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme ¹⁾	21 351	22 958	1 279	21 679	_
Débentures, composante passif	5 623	8 433	399	8 034	-
Obligations découlant de contrats de location, y compris la tranche à court	70 444	07 272	0.566	27.042	40.964
terme Obligations contractuelles liées	73 111	87 373	8 566	37 943	40 864
à des achats et à des services	_	24 308	24 233	75	
	152 292 \$	195 279	\$ 86 684 \$	67 731 \$	40 864 \$

Au 31 août 2021, la Société n'a aucun arrangement hors bilan qui a ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir une incidence actuelle ou future sur sa situation financière, les variations des ventes nettes et des charges, les résultats d'exploitation, la situation de trésorerie, les dépenses d'investissement ou les sources de financement d'importance, à l'exception de ce qui suit :

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2021, la Société a conclu un contrat de location de 10 ans pour un centre de transformation de 110 000 pieds carrés situé en Ontario, qui comprend deux options de renouvellement de cinq ans. Au 31 août 2021, comme la Société n'avait pas accès à l'actif, par conséquent, l'installation n'a pas été prise en compte comme actif au titre du droit d'utilisation et aucune obligation découlant de contrats de location correspondante n'a comptabilisée. Les paiements de loyer fixes représentent un engagement total de 16 millions de dollars sur la durée des contrats de location.

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2020, la Société a conclu un contrat de location de 10 ans visant un centre de traitement des commandes de 200 000 pieds carrés situé dans la région du Grand Toronto, en Ontario (Canada), qui comprend deux options de renouvellement de cinq ans. En date du 31 août 2021, comme la Société n'avait pas accès à l'actif, l'installation n'a pas été prise en compte à titre d'actif au titre du droit d'utilisation et aucune obligation locative correspondante n'a été comptabilisée. Les paiements de loyer fixes représentent un engagement total de 34 millions de dollars sur la durée du contrat de location.

Après le 31 août 2021, la Société a conclu un contrat de location de sept ans visant une installation de traitement des commandes à Montréal. Les paiements de loyer fixes représentent un engagement total de 3,0 millions de dollars sur la durée du contrat de location.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers de la Société comprennent essentiellement la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres montants à recevoir, la trésorerie soumise à des restrictions, la ligne de crédit, les créditeurs et charges à payer, la dette à long terme et les débentures.

POLITIQUE EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT

La Société investit son excédent de trésorerie dans des placements comportant diverses échéances et qui sont choisis en fonction du calendrier prévu des placements ou des dépenses devant être engagées pour les activités poursuivies.

DÉRIVÉS

En date du 31 août 2021, la Société avait un contrat de swap de taux d'intérêt, comme il est mentionné à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

CLAUSES RESTRICTIVES DE NATURE FINANCIÈRE

Comme il en est question à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion, la Société a obtenu une facilité de crédit garantie qui comprend des clauses restrictives de nature financière pouvant limiter la capacité de la Société de conclure des transactions ou de saisir des opportunités d'affaires. Au 31 août 2021, la Société respectait ces clauses restrictives de nature financière.

PARTIES LIÉES

PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants de la Société ont l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la Société et comprennent l'équipe de direction et le conseil d'administration de la Société. Le chef de la direction et le président et chef de l'exploitation sont des membres du conseil de la Société. Le chef de la direction est également le président du conseil.

Le tableau suivant présente la rémunération des principaux dirigeants comptabilisée dans la perte nette :

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos le 31 août	2021	2020
Salaires, jetons et autres avantages à court terme	2 661 \$	2 884 \$
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	1 594	865

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les parties liées de la Société comprennent les administrateurs et les principaux dirigeants, les membres de leur famille et les sociétés sur lesquelles ils exercent une influence ou un contrôle important. Pour l'exercice clos le 31 août 2021, la Société n'a effectué aucune opération avec des parties liées. Pour l'exercice clos le 31 août 2020, dans le cadre de l'émission de débentures, 75 débentures ont été achetées par des membres du Conseil et principaux dirigeants au prix de 1 000 \$ la débenture.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

La Société a mis en place un régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») afin d'attirer et de retenir les membres du personnel, les consultants, les administrateurs et les dirigeants. Le régime prévoit l'attribution d'options visant l'achat d'actions ordinaires. À tout moment, le nombre d'options sur actions réservées en vue de leur émission équivaut à 10 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation de la Société, diminué de toutes les actions réservées pour émission aux termes du régime d'unités d'actions restreintes. Selon le régime, les droits liés aux options sont généralement acquis sur une période de quatre ans et expirent huit ans après la date d'attribution.

La Société a mis en place un régime d'unités d'actions restreintes (le « régime d'unités d'actions restreintes ») afin d'attirer et de retenir les membres du personnel, les dirigeants et les administrateurs. Le régime prévoit un nombre maximal d'actions ordinaires disponibles et réservées pour émission qui correspond à 10 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation de la Société, diminué de toutes les actions réservées pour émission aux termes du régime d'options sur actions. Selon le régime, les droits liés aux unités d'actions restreintes sont généralement acquis sur une période de trois ans.

DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

Aux	16 novembre 2021	31 août 2021	31 août 2020
Actions ordinaires en circulation ¹⁾	74 919 081	74 647 547	66 311 121
Débentures en cours ²⁾	1 348 936	1 457 872	3 858 723
Options sur actions en circulation	2 914 580	3 174 309	4 751 695
Options sur actions exerçables	1 212 369	1 112 432	896 335
Unités d'actions restreintes en cours	541 324	625 491	_

Au 16 novembre 2021 et au 31 août 2021, 79 914 et 70 498 actions ordinaires (23 412 actions ordinaires au 31 août 2020), respectivement, étaient exclues du nombre d'actions ordinaires en circulation, car elles étaient détenues en fiducie par l'entremise du régime d'achat d'actions pour les employés.

Au 16 novembre 2021 et au 31 août 2021, 6 340 et 6 852 débentures (18 136 débentures au 31 août 2020) étaient en cours et pouvaient être converties en 1 348 936 et 1 457 872 actions ordinaires de la Société, respectivement, au prix de conversion de 4,70 \$. Il y a lieu de se reporter au paragraphe « Dette » de la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

UTILISATION DU PRODUIT TIRÉ DES APPELS PUBLICS À L'ÉPARGNE

APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE DE FÉVRIER 2020 VISANT DES DÉBENTURES CONVERTIBLES

Le 26 février 2020, la Société a réalisé un appel public à l'épargne dans le cadre duquel elle a émis des débentures d'un capital de 30 millions de dollars pour un produit net de 28 millions de dollars.

Le tableau qui suit compare l'utilisation du produit estimée figurant dans le prospectus simplifié définitif de la Société daté du 19 février 2020 avec l'utilisation du produit réelle au 31 août 2021.

(en milliers de dollars canadiens)

	Utilisation du produit réelle ¹⁾	Utilisation du produit estimée	Écart
Construction d'un nouveau centre de production	0.457.0	40.000 \$	(7.040) A
et de distribution à Toronto	2 157 \$	10 000 \$	(7 843) \$
Projets d'immobilisations (notamment l'automatisation des processus)	17 742	10 000	7 742
Fins générales de l'entreprise	8 063	8 063	7 742
Solde au 31 août 2021	-	S.O.	_
Total du produit net	27 962	28 063	(101)
Frais d'émission de débentures	2 038	1 937	`101 [′]
Produit brut	30 000 \$	30 000 \$	- \$

¹⁾ Une tranche du produit qui devait être utilisée pour la construction d'une nouvelle installation à Toronto n'a pas été utilisée en raison d'un retard à l'égard de la disponiblité de l'installation et du fait de l'état d'avancement de la construction. Par conséquent, l'utilisation du produit réelle au titre des projets d'immobilisations est plus élévée que les estimations d'origine. Les projets d'immobilisations comprennent les améliorations locatives, les mobilier et agencements, le matériel et l'outillage ainsi que les paiements au titre de la location à l'égard des nouveaux actifs au titre de droits d'utilisation et les coûts liés à nos accords d'infonuagique.

APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE D'AOÛT 2020

Le 5 août 2020, la Société a réalisé un appel public à l'épargne et a émis 4 755 250 actions ordinaires pour un produit net de 27,1 millions de dollars (compte tenu du produit de l'exercice de l'option de surallocation).

Le tableau qui suit compare l'utilisation du produit estimée figurant dans le prospectus simplifié définitif de la Société daté du 24 juillet 2020 avec l'utilisation du produit réelle au 31 août 2021.

(en milliers de dollars canadiens)

	Utilisation du produit réelle ¹⁾	Utilisation du produit estimée ²⁾	Écart
Dépenses en immobilisations pour ajouter des capacités de livraison le même jour (y compris des			
technologies de traitement des commandes et de			
l'équipement d'automatisation)	7 052 \$	15 000 \$	(7 948) \$
Fins générales de l'entreprise	12 093	12 093	
Solde au 31 août 2021	7 948	S.O.	7 948
Total du produit net	27 093	27 093	_
Frais d'émission d'actions	1 676	1 676	
Produit brut	28 769 \$	28 769 \$	- \$

Les projets d'immobilisations comprennent les améliorations locatives, les mobilier et agencements, le matériel et l'outillage ainsi que les paiements au titre de la location à l'égard des nouveaux actifs au titre de droits d'utilisation et les coûts liés à nos accords d'infonuagique.

L'estimation de l'utilisation du produit pour les fins générales de l'entreprise tient compte du produit net additionnel tiré de l'exercice de l'option de surallocation des actions nouvellement émises.

APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE DE FÉVRIER 2021

Le 24 février 2021, la Société a réalisé un appel public à l'épargne dans le cadre duquel elle a émis 4 800 000 actions ordinaires pour un produit net de 57,2 millions de dollars.

Le tableau qui suit compare l'utilisation du produit estimée figurant dans le prospectus simplifié définitif de la Société daté du 17 février 2021 avec l'utilisation du produit réelle au 31 août 2021.

(en milliers de dollars canadiens)

	Utilisation du produit réelle	Utilisation du produit estimée	Écart
Dépenses en immobilisations pour ajouter des capacités de livraison le même jour (y compris des technologies de traitement des commandes et de l'équipement			
d'automatisation)	- \$	40 000 \$	(40 000) \$
Fins générales de l'entreprise	1 758	17 305	(15 547)
Solde au 31 août 2021	55 441	S.O.	55 441
Total du produit net	57 199	57 305	(106)
Frais d'émission de débentures	2 801	2 695	106
Produit brut	60 000 \$	60 000 \$	- \$

INFORMATION SECTORIELLE

La Société n'a qu'un secteur isolable étant donné que ses principales activités s'articulent autour du développement et de la prestation de service sur le marché canadien de l'épicerie en ligne.

POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDE

Depuis sa constitution en personne morale, la Société n'a versé aucun dividende sur ses actions ordinaires. La Société a pour politique de conserver le bénéfice futur pour assurer le financement de sa croissance. Il revient uniquement au conseil de la Société de déterminer si des dividendes devraient être versés dans l'avenir et cette décision sera tributaire de la situation financière de la Société, de ses résultats d'exploitation, de ses besoins futurs en capitaux et d'autres facteurs que le conseil jugerait pertinents.

JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES IMPORTANTS

L'établissement des états financiers consolidés conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des ventes nettes et des charges et des notes y afférentes. L'incertitude à propos de ces hypothèses et estimations pourrait faire en sorte qu'un ajustement important doive être apporté à la valeur comptable des actifs ou des passifs dans les périodes futures. Ces hypothèses et ces estimations sont passées en revue régulièrement. Les révisions des estimations comptables sont constatées dans l'exercice au cours duquel les estimations sont révisées ainsi qu'au cours des exercices futurs touchés par ces révisions.

Les principaux jugements, estimations et hypothèses de la Société sont présentés ci-après :

4.1 CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET INCERTITUDES

La pandémie de COVID-19 a eu une incidence sur l'exploitation et les opérations de Goodfood et a contraint les autorités gouvernementales à imposer différentes restrictions. En tant que service essentiel au Canada, Goodfood a poursuivi ses activités durant la pandémie et a mis en place des protocoles de sécurité améliorés dans ses installations afin d'assurer la sécurité de son personnel. La Société a profité d'une croissance accélérée de la demande. La pression sur les chaînes d'approvisionnement et sur les niveaux de stocks, l'augmentation des coûts opérationnels, ainsi que les perturbations et la pénurie de maind'œuvre pourraient s'accroître en fonction de la durée et de la gravité de la pandémie et des modifications apportées à la réglementation gouvernementale à laquelle l'industrie de Goodfood est assujettie. L'ampleur, la durée et la gravité de la pandémie de COVID-19 sont difficiles à prévoir et pourraient avoir

une incidence sur les estimations et jugements critiques utilisés pour l'établissement des états financiers consolidés de la Société. Plus de détails sur l'incidence de la pandémie et sur les mesures mises en place se trouvent aux rubriques « Perspectives financières » et « Principaux faits saillants de l'exercice 2021 et événements postérieurs à la date de clôture » du présent rapport de gestion.

4.2 **JUGEMENTS CRITIQUES**

Dépréciation des actifs à long terme

Chaque date de clôture, la direction évalue si les immobilisations corporelles, les actifs au titre de droits d'utilisation et les immobilisations incorporelles présentent des indicateurs de dépréciation. Pour les fins de son analyse, la direction se base sur son jugement en tenant compte des facteurs tels que l'environnement économique et le marché dans lequel évolue la Société, les prévisions budgétaires ainsi que l'obsolescence physique.

4.3 PRINCIPALES SOURCES D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

Évaluation des ventes nettes

Les ventes nettes sont présentées déduction faite des remboursements, des incitatifs à la vente et des crédits, y compris les crédits de référence. Les montants des crédits sont estimés en fonction de l'historique et de l'expérience de la Société au titre du pourcentage d'utilisation de ces crédits. Le passif estimatif correspondant des crédits est inclus dans les produits différés.

Impôt différé

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées et les autres différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables à l'égard desquels ces attributs fiscaux pourront être réalisés. La direction doit faire preuve de beaucoup de jugement pour déterminer le montant des actifs d'impôt différé qui peut être comptabilisé, en fonction du moment où les bénéfices imposables futurs seront réalisés et de leur montant ainsi que des stratégies de planification fiscale futures. La Société a déterminé qu'il n'est pas probable à ce jour que les actifs d'impôt différé pour les pertes fiscales reportées en avant et d'autres différences temporaires seront réalisées et elle a comptabilisé les actifs d'impôt différé qu'à concurrence des passifs d'impôt différé comptabilisés.

Contrats de location

Estimation de la durée du contrat de location

Lors de la comptabilisation d'un contrat de location, la Société évalue la durée du contrat de location selon les conditions du contrat de location et détermine si elle exercera les options de renouvellement au terme de sa durée. Les options de renouvellement ne sont incluses dans la durée du contrat de location que si la direction a la certitude raisonnable de le renouveler. Cette estimation critique pourrait avoir une incidence sur la situation financière de la Société si la durée des contrats de location est réévaluée de manière différente.

Taux d'actualisation

Pour déterminer la valeur comptable des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations découlant de contrats de location, la Société utilise généralement son taux d'emprunt marginal puisque souvent, les taux implicites ne peuvent pas être déterminés facilement du fait que l'information à l'égard de la juste valeur des actifs sous-jacents et des coûts directs engagés par le bailleur au titre des actifs loués n'était pas disponible auprès du bailleur. Le taux d'emprunt marginal de chaque contrat de location a été déterminé à la date de début du contrat.

CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

NOUVELLES NORMES ET NORMES MODIFIÉES ADOPTÉES PAR LA SOCIÉTÉ

Modifications aux accords d'infonuagique

En avril 2021, l'International Financial Reporting Interpretations Committee (l'« IFRIC ») a rendu une décision qui clarifie la comptabilisation par le client de la configuration et de la personnalisation dans le cadre d'un accord d'infonuagique. Par suite de cette décision, la Société a modifié sa méthode comptable pour les coûts engagés dans le cadre d'accords d'infonuagique selon une application rétrospective.

Ainsi, la Société passera dorénavant en charges les coûts de configuration et de tests liés à certains accords d'infonuagique. L'incidence du changement de cette méthode comptable, sur une base rétrospective, sur les états consolidés du résultat net de la Société pour les exercices clos le 31 août est la suivante :

(en milliers de dollars canadiens)

	2021	2020
Diminution des amortissements	243 \$	164 \$
Augmentation des frais de vente et charges générales et administratives	(1 606)	(1 369)
Augmentation de la perte nette	(1 363)	(1 205)
Augmentation de la perte de base et diluée par action	(0,02)	(0,02)

En outre, des immobilisations incorporelles de 1,5 million de dollars ont été décomptabilisées au 31 août 2020, dont un montant de 0,3 million de dollars se rapporte à la période précédente. Le déficit d'ouverture pour l'exercise clos le 31 août 2020 a été retraité d'une augmentation de 0,3 million de dollars et le déficit d'ouverture pour l'exercise clos le 31 août 2021 a été retraité d'une augmentation de 1,5 million de dollars.

Modifications à l'IAS 1, Présentation des états financiers et IAS 8, Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs

En octobre 2018, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 1 et à l'IAS 8 pour préciser la définition du terme « significatif » et pour arrimer la définition utilisée dans le cadre conceptuel et dans les normes. Les modifications ont été adoptées le 1^{er} septembre 2020. L'adoption de ces modifications n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés.

NORMES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

Modifications à l'IAS 1, Présentation des états financiers

En janvier 2020, l'IASB a publié une modification afin de préciser la façon de classer une dette et d'autres passifs en tant qu'éléments courants ou non courants. Les modifications contribuent à déterminer si, dans l'état de la situation financière, la dette et les autres passifs qui ont une date de règlement incertaine devraient être classés comme étant courants (devant être réglés dans l'année qui suit ou devant potentiellement l'être) ou comme étant non courants. Les modifications comprennent également des précisions à l'égard des exigences pour le classement d'une dette qu'une entité pourrait régler au moyen de sa conversion en capitaux propres. Dans le cas de la Société, les modifications s'appliquent à l'exercice ouvert le 1er septembre 2023 et doivent être appliquées rétrospectivement. Une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de la modification sur ses états financiers consolidés.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Conformément au Règlement 52-109, Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la Société a produit des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière (les « dirigeants signataires ») qui, entre autres choses, font un rapport sur la conception et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») ainsi que sur la conception et l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière (« CIIF »).

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

La Société a conçu des CPCI qui visent à fournir l'assurance raisonnable que les renseignements importants la concernant sont portés à l'attention des dirigeants signataires et que l'information devant être fournie par la Société aux fins du respect des obligations d'information continue est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation canadienne en valeurs mobilières applicable.

Sous la supervision des dirigeants signataires, la direction a évalué l'efficacité des CPCI et, d'après cette évaluation, les dirigeants signataires ont conclu que les CPCI de la Société étaient efficaces au 31 août 2021.

CHANGEMENTS APPORTÉS AUX CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2021, aucun changement n'est survenu dans les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu une incidence importante, ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait avoir une incidence importante, sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS



Table des matières

	Page
Rapport des auditeurs indépendants	47 - 51
États financiers consolidés	
États consolidés du résultat net et du résultat global	52
États consolidés de la situation financière	53
États consolidés des variations des capitaux propres	54
Tableaux consolidés des flux de trésorerie	55
Notes afférentes aux états financiers consolidés	56 - 84



KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Tour KPMG, Bureau 1500
600, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec) H3A 0A3
Canada

Téléphone (514) 840-2100 Télécopieur (514) 840-2187 Internet www.kpmg.ca

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de Goodfood Market Corp.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Goodfood Market Corp. (l'« entité »), qui comprennent :

- les états consolidés de la situation financière aux 31 août 2021 et 2020;
- les états consolidés du résultat net et du résultat global pour les exercices clos à ces dates;
- les états consolidés des variations des capitaux propres pour les exercices clos à ces dates;
- les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates;
- ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables;

(ci-après, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de l'entité aux 31 août 2021 et 2020, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers » de notre rapport des auditeurs.

Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de l'exercice clos le 31 août 2021. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.



Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport des auditeurs.

Appréciation de l'existence et de l'exactitude des stocks

Description de la question

Nous attirons l'attention sur les notes 3 et 10 des états financiers.

Le solde des stocks de l'entité est de 14,3 millions de dollars. Les stocks de la Société comprennent principalement les aliments, le matériel d'empaquetage et les produits en cours. Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé à l'aide de la méthode du premier entré - premier sorti.

Raisons pour lesquelles il s'agit d'une question clé de l'audit

Nous avons déterminé que l'appréciation de l'existence et de l'exactitude des stocks constituait une question clé de l'audit. Cette question concerne un aspect considéré comme présentant des risques d'anomalies significatives plus élevés du fait de l'ampleur du solde des stocks. De plus, un accroissement de l'étendue de l'effort d'audit a été nécessaire pour traiter cette question clé de l'audit.

Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Les procédures qui suivent sont les principales procédures que nous avons mises en œuvre pour traiter cette question clé de l'audit.

- Nous avons observé le dénombrement des stocks de l'entité pour les installations sélectionnées à la clôture de l'exercice ou près de la clôture de l'exercice et avons réalisé un dénombrement par sondage indépendant sur un échantillon des stocks que nous avons comparé aux registres de l'entité.
- Nous avons testé un échantillon des éléments de stock aux factures d'achat et nous avons recalculé le coût selon la méthode du premier entré - premier sorti selon les éléments de stock de l'échantillon.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- des informations contenues dans le rapport de gestion déposé auprès des commissions des valeurs mobilières canadiennes compétentes;
- des informations contenues dans un document intitulé « Rapport annuel », autres que les états financiers et le rapport des auditeurs sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons et n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.



En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations identifiées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, et à demeurer attentifs aux éléments indiquant que les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu les informations contenues dans le rapport de gestion déposé auprès des commissions des valeurs mobilières canadiennes compétentes et dans le rapport annuel à la date du présent rapport des auditeurs. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le rapport des auditeurs.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.



En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.
 - Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport des auditeurs sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport des auditeurs. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit;
- nous fournissons aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu; et



- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de l'entité du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers.
 Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.
- parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport des auditeurs, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport des auditeurs parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport des auditeurs est délivré est Alain Bessette.

Montréal, Canada

Le 16 novembre 2021

LPMG A.H.l. S.E.N. C.R.L.

États consolidés du résultat net et du résultat global

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

Pour les exercices clos les 31 août	Notes	2021	20201)
Ventee nettee		270 224 6	205 272 f
Ventes nettes		379 234 \$	285 372 \$
Coût des marchandises vendues		263 140	198 953
Bénéfice brut		116 094	86 419
Frais de vente et charges générales et administratives		136 396	84 987
Amortissements	12, 13, 14, 22	8 820	5 197
Résultat d'exploitation		(29 122)	(3 765)
Charges financières nettes	6	2 170	2 380
Perte avant impôt sur le résultat		(31 292)	(6 145)
Charge (recouvrement) d'impôt différé	7	500	(804)
Perte nette, représentant le résultat global pour la			
période		(31 792) \$	(5 341) \$
Perte par action de base et diluée		(0,45) \$	(0,09) \$
Nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions ordinaires en circulation	20	70 742 923	58 919 209

¹⁾ Se reporter à la note 5 pour le changement de méthode comptable rétrospectif.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États consolidés de la situation financière

(en milliers de dollars canadiens)

_		31 août	31 août
Aux	Notes	2021	20201)
Actifs			
Actifs courants		+	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	_	125 535 \$	104 402 \$
Débiteurs et autres montants à recevoir	9	5 968	4 464
Stocks	10	14 318	6 962
Autres actifs courants	11	709	780
		146 530	116 608
Actifs non courants			
Trésorerie soumise à des restrictions	17	_	2 500
Immobilisations corporelles	12	33 367	19 191
Actifs au titre de droits d'utilisation	13	69 157	21 130
Immobilisations incorporelles	14	2 082	714
Autres actifs non courants	15	4 126	1 414
Total des actifs		255 262 \$	161 557 \$
Passifs et capitaux propres Passifs courants Créditeurs et charges à payer Ligne de crédit	16 17	52 207 \$ _	40 878 \$ 9 063
Produits différés		5 095	5 390
Partie courante de la dette à long terme Partie courante des obligations découlant de contrats de	17	651	656
location	19	5 443	2 990
		63 396	58 977
Passifs non courants			
Dette à long terme	17	20 700	11 959
Débentures convertibles	18	5 623	14 194
Obligations découlant de contrats de location	19	67 668	20 358
Total des passifs		157 387	105 488
Capitaux propres			
Actions ordinaires	20	170 094	97 801
Surplus d'apport		5 901	3 208
Débentures convertibles	18	843	2 231
Déficit		(78 963)	(47 171)
Total des capitaux propres		97 875	56 069
Total des passifs et des capitaux propres		255 262 \$	161 557 \$

¹⁾ Se reporter à la note 5 pour le changement de méthode comptable rétrospectif.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Au nom de Marché Goodfood Corp. :

(signé)	(signé)
Jonathan Ferrari, Administrateur et	Francois Vimard, Administrateur et
président du conseil d'administration	président du comité d'audit

États consolidés des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 a	oût	Actions	Surplus	Débentures		
	Notes	ordinaires	d'apport	convertibles	Déficit	Total
Solde au 31 août 2019 ¹⁾		56 598 \$	2 349 \$	- \$	(41 830)\$	17 117 \$
Perte nette pour la période		_	_	_	(5 341)	(5 341)
Charge liée aux paiements						
fondés sur des actions	21	_	1 874	_	_	1 874
Exercice d'options sur actions	21	2 968	(1 015)	_	_	1 953
Régime d'achat d'actions pour les						
employés	21	(96)	_	_	_	(96)
Émission d'actions, montant net	20	27 093	_	_	_	27 093
Émission de débentures convertibles, montant net ²⁾	18	_	_	3 690	_	3 690
Conversions de débentures convertibles, montant net ³⁾	18	11 238	_	(1 459)	_	9 779
Solde au 31 août 2020 ¹⁾		97 801 \$	3 208	2 231 \$	(47 171)\$	56 069 \$
Perte nette pour la période		_	_	_	(31 792)	(31 792)
Charge liée aux paiements						
fondés sur des actions	21	_	4 230	_	_	4 230
Exercice d'options sur actions	21	4 623	(1 537)	_	_	3 086
Régime d'achat d'actions pour les						
employés	21	(427)	_	_	_	(427)
Émission d'actions, montant net	20	57 199	_	_	_	57 199
Conversions de débentures convertibles, montant net ³⁾	18	10 898	_	(1 388)	_	9 510
Solde au 31 août 2021		170 094 \$	5 901 \$	843 \$	(78 963)\$	97 875 \$

¹⁾ Se reporter à la note 5 pour le changement de méthode comptable rétrospectif.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

²⁾ La composante capitaux propres des débentures convertibles présentée ci-dessus ne tient pas compte de l'impôt sur le résultat de 1,3 million de dollars.

Les conversions de débentures convertibles présentées ci-dessus ne tiennent pas compte de l'impôt sur le résultat de 0,5 million de dollars (0,5 million de dollars en 2020).

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 août	Notes	2021	2020 ¹⁾
Activités d'exploitation			
Perte nette		(31 792) \$	(5 341) \$
Ajustements pour :			
Amortissements	12, 13, 14, 22	8 820	5 197
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	21	4 230	1 874
Charges financières nettes	6	2 170	2 380
Charge (recouvrement) d'impôt différé	7	500	(804)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de rouleme d'exploitation	nt 22	(14)	4 400
Autres actifs non courants		(272)	(520)
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités		. ,	ζ /
d'exploitation		(16 358)	7 186
Activités d'investissement			
Entrées d'immobilisations corporelles et dépôts	12, 15	(16 651)	(8 426)
Entrées d'immobilisations incorporelles	14	(2 102)	(407)
Intérêts reçus		741	782
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement		(18 012)	(8 051)
Activités de financement			
(Remboursements) prélèvements sur la ligne de crédit,			
montant net	17	(9 063)	7 523
Produit de prélèvements sur la facilité de crédit renouvelabl	e 17	9 063	_
Produit au titre de l'émission de débentures convertibles, montant net	18	_	27 976
Produit de l'émission d'actions ordinaires, montant net	20	57 364	27 241
Produit de l'exercice d'options sur actions	21	3 086	1 953
Actions achetées aux termes du régime d'achat d'actions			
pour les employés	21	(427)	(96)
Paiements d'obligations découlant de contrats de location,	40	(0.550)	(0.57.1)
montant net	19	(3 553)	(2 574)
Produit de l'émission d'instruments d'emprunt à long terme, montant net	17	12 193	
Remboursements sur la dette à long terme, montant net	17	(12 500)	_
Intérêts payés	17	(3 160)	(1 905)
Variation de la trésorerie soumise à des restrictions	17	2 500	(1 303)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement	.,	55 503	60 118
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		21 133	59 253
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		104 402	45 149
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la fin de l'exercice	1	125 535 \$	104 402 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie	22	120 000 ψ	10+ 402 ψ
miormations supplementalies sur les nux de tresorene	<u> </u>		

¹⁾ Se reporter à la note 5 pour le changement de méthode comptable rétrospectif.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

1 ENTITÉ PRÉSENTANT L'INFORMATION FINANCIÈRE

Goodfood Market Corp. offre un service d'épicerie en ligne, livrant des solutions de repas et des produits d'épicerie frais pour ses membres à l'échelle du Canada. Toute référence à Goodfood Market Corp. (ou « Goodfood », la « Société ») vise la situation financière, la performance financière, les flux de trésorerie et les informations à fournir de Goodfood Market Corp. et de ses filiales sur une base consolidée.

Les présents états financiers sont établis sur une base consolidée et comprennent les filiales entièrement détenues, lesquelles ne réalisent aucune activité actuellement.

Goodfood Market Corp. est une société constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* qui est inscrite à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous le symbole « FOOD ». La principale installation de production et les bureaux administratifs de la Société sont établis à Montréal (Québec). La Société dispose aussi d'installations supplémentaires situées au Québec, en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique.

2 BASE D'ÉTABLISSEMENT

2.1 DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les états financiers consolidés de la Société ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Les méthodes comptables de la Société sont décrites en détail à la note 3.

Le conseil d'administration (le « Conseil ») de la Société a autorisé le 16 novembre 2021 la publication le 17 novembre 2021 des états financiers consolidés des exercices clos les 31 août 2021 et 2020.

2.2 BASE D'ÉVALUATION

Les états financiers consolidés ont été établis au coût historique, à l'exception des éléments suivants :

- les instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net;
- les accords de paiement fondé sur des actions qui sont évalués à la juste valeur à la date d'attribution;
- les obligations découlant de contrats de location, lesquelles sont évaluées à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location à la date de passation du contrat.

2.3 MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle et de présentation de Goodfood Market Corp.

3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

3.1 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés de la Société comprennent les comptes de la Société et de ses filiales entièrement détenues.

Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par la Société. La Société contrôle une entité lorsqu'elle détient le pouvoir sur l'entité émettrice, qu'elle est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influer sur le montant de ces rendements. La Société réévalue si elle contrôle une entité lorsque les faits et circonstances indiquent qu'un ou plusieurs des éléments susmentionnés ont changé. Une filiale est consolidée à partir de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle et elle continue d'être consolidée jusqu'à la date à laquelle le contrôle prend fin.

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

3.2 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

Les produits tirés de la vente de marchandises sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue, déduction faite des remboursements, des incitatifs à la vente et des crédits. Les produits sont comptabilisés à un moment précis, soit au moment de la livraison des solutions de repas lorsque les critères permettant de considérer l'obligation de prestation comme remplie sont satisfaits. Les crédits de vente et de référence sont comptabilisés dans les produits au moment de l'utilisation et lorsque la Société s'acquitte de son obligation. Les produits différés sont constatés à la réception d'une contrepartie anticipée au titre des produits correspondants. Les crédits de vente et de référence sont également inclus dans les produits différés et sont évalués en fonction de la juste valeur des crédits de vente et de référence accordés, en tenant compte du pourcentage d'utilisation estimatif.

3.3 IMPÔT

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. Elle est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net, sauf dans la mesure où elle se rapporte à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global.

Impôt exigible

L'impôt exigible comprend l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou récupéré au titre du bénéfice imposable ou de la perte fiscale pour les exercices considérés et tout ajustement de l'impôt à payer ou devant être récupéré relativement à des exercices antérieurs. Le montant de l'impôt exigible à payer ou à recevoir reflète la meilleure estimation du montant d'impôt qui devrait être payé ou récupéré, compte tenu de l'incertitude liée à l'impôt, le cas échéant. Il est évalué d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les actifs et les passifs d'impôt exigible ne sont compensés que si certains critères sont respectés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs aux fins de l'information financière et les montants utilisés à des fins fiscales. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés au titre des pertes fiscales et crédits d'impôt inutilisés ainsi qu'au titre des différences temporaires déductibles, dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs auxquels ces éléments pourront être imputés. Les actifs d'impôt différé sont examinés chaque date de clôture et sont réduits lorsque la réalisation de l'avantage fiscal connexe n'est plus probable; ces réductions sont reprises lorsque la probabilité de réalisation d'un bénéfice imposable futur s'améliore. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont réévalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable que la Société disposera d'un bénéfice imposable futur à l'égard duquel ces éléments pourront être imputés.

L'impôt différé est évalué selon les taux d'impôt dont on attend l'application aux différences temporaires lorsque celles-ci s'inverseront, en utilisant les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

L'évaluation de l'impôt différé doit refléter les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont la Société s'attend, à la date de clôture, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et passifs. Les actifs et les passifs d'impôt différé ne sont compensés que si certains critères sont respectés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

3.4 PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIÈRES

Les produits financiers comprennent les produits d'intérêts et les profits de change. Les charges financières comprennent les charges d'intérêts sur la dette, les obligations découlant de contrats de location, les débentures convertibles, les pertes de change et les variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt. La Société classe les intérêts payés en tant qu'activités de financement et les intérêts reçus en tant qu'activités d'investissement dans les états consolidés des flux de trésorerie.

3.5 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des fonds détenus auprès d'institutions financières, des dépôts en cours et des dépôts à court terme dont l'échéance est d'au plus trois mois et qui sont exposés à un risque négligeable de changement de valeur.

3.6 STOCKS

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des stocks est déterminé à l'aide de la méthode du premier entré – premier sorti. Le coût comprend les coûts d'acquisition déduction faite des rabais et les autres coûts engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. La valeur de réalisation nette est le prix de vente estimé dans le cadre normal des activités, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

3.7 TRÉSORERIE SOUMISE À DES RESTRICTIONS

La trésorerie soumise à des restrictions désigne la trésorerie qui fait l'objet de restrictions spécifiques quant à l'utilisation que la Société peut en faire. La trésorerie soumise à des restrictions se compose principalement de la trésorerie détenue en garantie, qui est assujettie aux modalités de l'accord de financement (se reporter à la note 17).

3.8 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

3.8.1 COMPTABILISATION ET ÉVALUATION

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses qui sont directement attribuables à l'acquisition d'un actif et à sa mise en état de fonctionnement en vue de son utilisation prévue, ainsi que les charges et honoraires directement attribuables à la paie et aux services de consultation.

Lorsque des composantes d'une immobilisation corporelle ont des durées d'utilité qui diffèrent de manière importante, elles sont comptabilisées comme des composantes distinctes.

Le montant des profits et des pertes résultant de la sortie d'une immobilisation corporelle est déterminé par la comparaison du produit de la sortie et de la valeur comptable de l'immobilisation corporelle. Ce montant est comptabilisé dans les états consolidés du résultat net.

3.8.2 DÉPENSES ULTÉRIEURES

Le coût lié au remplacement d'une immobilisation corporelle est comptabilisé dans la valeur comptable de cette immobilisation s'il est probable que des avantages économiques futurs associés à cette partie d'immobilisation reviennent à la Société et si son coût peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable de la partie remplacée est décomptabilisée. Les coûts d'entretien courant d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat net lorsqu'ils sont engagés.

3.8.3 AMORTISSEMENT

L'amortissement est calculé sur le coût de l'actif, diminué de sa valeur résiduelle, et est comptabilisé dans les états consolidés du résultat net selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de chaque partie d'une immobilisation corporelle, étant donné que ce mode reflète le plus étroitement le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs représentatifs de l'actif. Les actifs en cours de construction ne sont pas amortis et reflètent le coût des immobilisations corporelles qui ne sont pas encore

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

prêtes à l'usage auquel elles sont destinées. Les actifs en cours de construction commenceront à être amortis lorsqu'ils seront prêts à l'usage auquel ils sont destinés. Les estimations au titre des modes d'amortissement, des durées d'utilité et des valeurs résiduelles sont réexaminées chaque date de clôture et ajustées de manière prospective au besoin.

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des actifs comme suit :

Actif	Période
Mobilier et agencements	De 3 à 5 ans
Matériel et outillage	De 3 à 20 ans
Matériel informatique et autres	De 3 à 5 ans
Améliorations locatives	La plus courte de la durée du contrat et de la durée d'utilité

3.9 CONTRATS DE LOCATION

À la date de passation d'un contrat, la Société évalue si celui-ci est ou contient un contrat de location en déterminant s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

Actif au titre du droit d'utilisation

La Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation découlant de contrats de location à la date de début du contrat de location. L'actif au titre du droit d'utilisation est évalué initialement au coût, soit en fonction du montant initial de l'obligation découlant de contrats de location, ajusté pour tenir compte des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, plus les coûts directs initiaux engagés et les coûts estimatifs de démantèlement et d'enlèvement de l'actif sous-jacent ou de remise en état de ce dernier ou du site sur lequel il se trouve, déduction faite des avantages incitatifs reçus.

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont ultérieurement amortis à partir de la date de début jusqu'au terme de la durée d'utilité de l'actif au titre du droit d'utilisation, ou jusqu'au terme de la durée du contrat de location s'il est antérieur, selon le mode linéaire. La durée du contrat de location comprend la considération d'une option de renouvellement ou de résiliation si la Société a la certitude raisonnable d'exercer cette option. Les durées de location, incluant les options de renouvellement dont la Société a la certitude raisonnable d'exercer, varient de 0 à 11 ans pour les installations, le matériel roulant et tout autre matériel. En outre, l'actif au titre du droit d'utilisation est périodiquement réduit par des pertes de valeur, le cas échéant, et est ajusté en fonction de certaines réévaluations de l'obligation découlant de contrats de location.

Obligation découlant de contrats de location

L'obligation découlant de contrats de location est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements locatifs non encore versés à la date de début, calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, s'il n'est pas possible de déterminer facilement ce taux, à l'aide du taux d'emprunt marginal de la Société. En règle générale, la Société utilise son taux d'emprunt marginal comme taux d'actualisation. Pour déterminer son taux d'emprunt marginal, la Société obtient les taux d'intérêt de sources de financement externes et apporte certains ajustements afin de refléter les modalités du contrat de location et le type d'actif loué.

Les paiements de loyers inclus dans l'évaluation de l'obligation découlant de contrats de location comprennent les paiements fixes (y compris en substance), le prix d'exercice aux termes d'une option d'achat que la Société a la certitude raisonnable d'exercer, et les paiements de loyers au cours d'une période de renouvellement optionnelle si la Société a la certitude raisonnable d'exercer son option de renouvellement.

L'obligation découlant de contrats de location est évaluée par la suite au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Elle est réévaluée lorsqu'il y a un changement dans les paiements de loyers futurs

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

principalement attribuable au fait que la Société modifie son évaluation quant à l'exercice éventuel d'une option d'achat, de renouvellement ou de résiliation, ou lorsqu'un paiement de loyer fixe en substance est modifié.

Lorsque l'obligation découlant de contrats de location fait l'objet d'une telle réévaluation, un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation, ou est comptabilisé aux états consolidés du résultat net si la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation a été ramenée à zéro.

3.10 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

3.10.1 COMPTABILISATION ET ÉVALUATION

Les immobilisations incorporelles qui ont une durée d'utilité déterminée sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et de tout cumul des pertes de valeur. Les immobilisations incorporelles comprennent le coût des logiciels et des licences ainsi que les charges et honoraires directement attribuables à la paie et aux services de consultation.

3.10.2 DÉPENSES ULTÉRIEURES

Les dépenses ultérieures ne sont inscrites à l'actif que lorsqu'elles donnent lieu à un accroissement des avantages économiques futurs associés à l'actif auquel elles correspondent. Toutes les autres dépenses sont comptabilisées dans les états consolidés du résultat net lorsqu'elles sont engagées.

3.10.3 AMORTISSEMENT

L'amortissement est comptabilisé dans les états consolidés du résultat net selon le mode linéaire sur la durée d'utilité déterminée estimée des immobilisations incorporelles. Les immobilisations incorporelles en cours d'élaboration ne sont pas amorties et reflètent le coût des immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à l'usage auquel elles sont destinées. Les immobilisations incorporelles en cours d'élaboration commenceront à être amorties lorsqu'elles seront prêtes à l'usage auquel elles sont destinées.

Les durées d'utilité estimées pour l'exercice considéré et la période correspondante sont les suivantes :

Actif	Période
Logiciels	De 3 à 5 ans
Propriété intellectuelle	5 ans

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminés chaque date de clôture et ajustés de manière prospective au besoin.

3.11 DÉPRÉCIATION DES ACTIFS NON FINANCIERS

La Société revoit la valeur comptable de ses actifs non financiers, qui incluent les actifs incorporels ayant une durée d'utilité déterminée, les immobilisations corporelles et les actifs au titre de droits d'utilisation, chaque date de clôture afin de déterminer si des événements particuliers ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent pas être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés dans une unité génératrice de trésorerie (« UGT »). Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur d'un actif diminuée des coûts de la vente et de sa valeur d'utilité. Aux fins de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont comptabilisés à leur valeur actualisée par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les états consolidés du résultat net.

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

3.12 SUBVENTIONS PUBLIQUES

Les subventions publiques sont comptabilisées seulement lorsque la Société a l'assurance raisonnable qu'elle respecte les conditions et qu'elle recevra la subvention. Les subventions liées à des actifs, y compris les crédits d'impôt à l'investissement, sont comptabilisées dans les états consolidés de la situation financière à titre de déduction de la valeur comptable de l'actif connexe. Elles sont ensuite comptabilisées aux états consolidés du résultat net sur la durée de vie utile estimée de l'actif amortissable acquis au moyen des subventions, à titre de déduction de la charge d'amortissement.

Les autres subventions publiques sont comptabilisées aux états consolidés du résultat net en tant que déduction des charges connexes.

3.13 INSTRUMENTS FINANCIERS

3.13.1 COMPTABILISATION ET ÉVALUATION INITIALE

Les actifs financiers et passifs financiers sont comptabilisés à la date à laquelle la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

Un actif financier ou un passif financier est évalué initialement à la juste valeur majorée, pour un élément qui n'est pas à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à son acquisition ou à son émission.

3.13.2 CLASSEMENT ET ÉVALUATION ULTÉRIEURE

Actifs financiers

Au moment de sa comptabilisation initiale, un actif financier est classé au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global – placement en titres d'emprunt, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global – placement en titres de capitaux propres, ou à la juste valeur par le biais du résultat net.

Coût amorti

Un actif financier est évalué au coût amorti si les deux conditions suivantes sont réunies et s'il n'est pas désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net :

- sa détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels:
- ses conditions contractuelles donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Placement en titres d'emprunt

Un placement en titres d'emprunt est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si les deux conditions suivantes sont réunies et s'il n'est pas désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net :

- sa détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers;
- ses conditions contractuelles donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Placements en titres de capitaux propres

Lors de la comptabilisation initiale d'un placement en titres de capitaux propres qui n'est pas détenu à des fins de transaction, la Société peut choisir de manière irrévocable de présenter les variations de la juste valeur du placement dans les autres éléments du résultat global. Ce choix se fait placement par placement.

Tous les actifs financiers qui ne sont pas classés comme étant évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. La Société n'a pas désigné d'actif financier à la juste valeur par le biais du résultat net et n'a aucun actif financier à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Les actifs financiers au coût amorti sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est diminué des pertes de valeur. Les produits d'intérêts, les profits et pertes de change et la dépréciation sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat net. Les profits ou pertes découlant de la décomptabilisation, le cas échéant, sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat net.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont classés et évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du résultat net. Un passif financier est classé comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net s'il est classé comme étant détenu à des fins de transaction, s'il est un dérivé ou s'il est désigné comme tel au moment de la comptabilisation initiale. Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à leur juste valeur, et le montant net des profits et pertes est comptabilisé dans les états consolidés du résultat net. Les autres passifs financiers sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges financières sont comptabilisées dans les états consolidés du résultat net.

3.13.3 DÉCOMPTABILISATION

Actifs financiers

La Société décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif arrivent à expiration ou que la Société transfère les droits de recevoir les flux de trésorerie contractuels liés à l'actif financier dans le cadre d'une transaction où la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier sont transférés ou d'une transaction où la Société ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété et ne conserve pas le contrôle de l'actif financier.

Lors de décomptabilisation d'un actif financier, la différence entre la valeur comptable de l'actif financier et la somme de la contrepartie reçue ou à recevoir est comptabilisée aux états consolidés du résultat net.

Passifs financiers

La Société décomptabilise un passif financier lorsque ses obligations contractuelles sont éteintes, qu'elles sont annulées ou qu'elles arrivent à échéance. La Société décomptabilise aussi un passif financier lorsque ses conditions sont modifiées et que les flux de trésorerie liés au passif modifié sont substantiellement différents, auquel cas un nouveau passif financier fondé sur les conditions modifiées est comptabilisé à la juste valeur.

Lors de décomptabilisation d'un passif financier, la différence entre la valeur comptable du passif financier éteint et la contrepartie payée (y compris les actifs hors trésorerie transférés ou les passifs repris) est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net.

3.13.4 COMPENSATION

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés, et le solde net est présenté dans les états consolidés de la situation financière si la Société a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et si elle a l'intention soit de les régler, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

3.13.5 DÉPRÉCIATION

La Société comptabilise les pertes de crédit attendues et les variations de ces pertes chaque date de clôture, de manière à refléter l'évolution du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale des actifs financiers. Les pertes de crédit attendues qui ont été identifiées n'étaient pas significatives.

3.13.6 ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

Lors de la détermination de la juste valeur, la Société utilise une hiérarchie des justes valeurs fondée sur les niveaux suivants :

Niveau 1 – Les données observables telles que les prix cotés sur des marchés actifs.

Niveau 2 – Les données qui sont observables directement ou indirectement, autres que les prix cotés sur des marchés actifs.

Niveau 3 – Les données pour lesquelles il n'existe aucune ou pratiquement aucune donnée de marché observable, et pour lesquelles l'entité est donc tenue de formuler ses propres hypothèses.

3.13.7 CONTRATS DE SWAP DE TAUX D'INTÉRÊT

Le contrat de swap de la Société est évalué à la juste valeur et les profits et pertes liés à la juste valeur sont présentés dans les charges financières nettes dans les états consolidés du résultat net de la Société.

3.13.8 DÉBENTURES CONVERTIBLES

Les débentures convertibles sont évaluées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Elles sont évaluées initialement à la juste valeur, ce qui correspond à la contrepartie reçue, déduction faite des coûts de transaction engagés, minorés de la composante capitaux propres. Les coûts de transaction relatifs à ces instruments sont compris dans la valeur des instruments et sont amortis au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. La charge au titre du taux d'intérêt effectif est comprise dans les charges financières nettes des états consolidés du résultat net.

Les différentes composantes des instruments composés émis par la Société sont classées séparément à titre de passifs financiers et de capitaux propres selon la substance de l'accord contractuel. À la date d'émission, la juste valeur du passif est évaluée séparément au moyen d'un taux de marché estimé pour un passif similaire sans composante capitaux propres et le résiduel est attribué à l'option de conversion. La composante passif est par la suite comptabilisée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif jusqu'à ce qu'elle s'éteigne au moment de sa conversion ou à la date d'échéance de l'instrument. La composante capitaux propres est comptabilisée et comprise dans les capitaux propres, sans être ultérieurement réévaluée. De plus, l'option de conversion classée comme capitaux propres demeure dans les capitaux propres jusqu'à ce que l'option de conversion soit exercée, auquel cas, la tranche comptabilisée dans les capitaux propres est virée dans les actions ordinaires. Les frais d'émission sont répartis entre les composantes passif et capitaux propres au pro rata de leur valeur respective.

Lors d'un remboursement ou rachat anticipé de débentures convertibles, la Société attribue la contrepartie payée à l'extinction au passif selon sa juste valeur à la date de la transaction et le résiduel est attribué à l'option de conversion. Tout profit ou toute perte découlant de la composante passif est passé à titre de produits et de charges dans les états consolidés du résultat net et l'écart entre la valeur comptable et le montant qui devrait être réglé au titre de l'option du détenteur est traité comme une transaction relative aux actions ordinaires.

3.14 PROVISIONS

Une provision est comptabilisée si, du fait d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite dont le montant peut être estimé de manière fiable, et s'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation. Le montant des provisions est déterminé par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus, à un taux avant impôt qui reflète les

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques au passif. La désactualisation est comptabilisée dans les charges financières nettes.

Passif éventuel

Un passif éventuel est une obligation possible découlant d'événements passés et dont l'existence sera confirmée seulement par l'occurrence ou la non-occurrence d'au moins un événement futur incertain indépendant de la volonté de la Société, ou une obligation courante découlant d'événements passés (donc, qui existe), mais qui n'est pas comptabilisée, car il est improbable que le transfert ou l'utilisation d'actifs, la prestation de services ou toute autre cession d'avantages économiques soient nécessaires pour éteindre l'obligation, ou le montant de l'obligation ne peut pas être estimé de manière fiable.

3.15 AVANTAGES À COURT TERME

Les avantages à court terme sont évalués sur une base non actualisée et sont comptabilisés en charges à mesure que les services correspondants sont rendus. Un passif égal au montant que la Société s'attend à payer est comptabilisé si la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite de payer ce montant au titre des services passés rendus par les membres du personnel et si une estimation fiable de l'obligation peut être effectuée.

3.16 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les régimes de paiements fondés sur des actions de la Société comprennent un régime d'options d'achat d'actions, un régime d'unités d'actions restreintes et un régime d'achat d'actions pour les employés. Les employés, les consultants, les dirigeants et les administrateurs de la Société reçoivent une rémunération sous forme de paiements fondés sur des actions, par lesquels les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres).

Le coût du régime d'options sur actions de la Société est évalué à la juste valeur à la date de l'attribution à l'aide du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. Le coût du régime d'unités d'actions restreintes est déterminé selon le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'attribution. Les coûts sont comptabilisés comme une charge liée aux paiements fondés sur des actions, alors qu'une augmentation correspondante des capitaux propres (surplus d'apport) est comptabilisée sur la période au cours de laquelle les conditions de rendement et de service (la période d'acquisition des droits) sont remplies. La charge cumulée est comptabilisée chaque date de clôture au titre des transactions réglées en instruments de capitaux propres jusqu'à ce que la date d'acquisition des droits rende compte de la mesure dans laquelle la période d'acquisition des droits a expiré. La charge ou le crédit inscrit aux états du résultat net de la période représente la variation du cumul des charges comptabilisé entre l'ouverture et la clôture de la période.

3.17 RÉGIME D'ACHAT D'ACTIONS POUR LES EMPLOYÉS

Les cotisations de la Société, utilisées pour acheter des actions sur le marché libre au nom des employés, sont comptabilisées lorsqu'elles sont engagées comme une charge au titre des avantages; une hausse correspondante est comptabilisée dans le surplus d'apport. Le montant passé en charge est ajusté pour refléter le nombre d'attributions pour lesquelles les conditions d'acquisitions devraient être remplies; le montant ultimement passé en charges dépendra donc du nombre d'attributions pour lesquelles les conditions d'acquisition ont été remplies à la date d'acquisition.

Les actions détenues au nom des employés et dont les droits ne sont pas acquis sont considérées comme des actions propres et sont par conséquent déduites des capitaux propres jusqu'au moment où elles seront acquises.

3.18 MONNAIE ÉTRANGÈRE

Les transactions en monnaie étrangère sont composées d'achats de fournisseurs étrangers. Ces transactions sont converties dans la monnaie fonctionnelle de la Société au cours de change en vigueur à la date des transactions. Les créditeurs connexes libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours du change en vigueur à cette date. Les profits et les pertes de change résultant de cette conversion sont comptabilisés à leur montant net dans les charges financières nettes dans les états consolidés du résultat net.

3.19 RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant la perte nette par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le résultat dilué par action est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice ajusté de façon à inclure l'effet dilutif des options sur actions, des actions au titre du régime d'achat d'actions pour les employés (le « RAAE ») dont les droits ne sont pas encore acquis et des débentures convertibles.

3.20 INFORMATION SECTORIELLE

La Société a déterminé qu'elle n'exploitait qu'un seul secteur opérationnel pour les exercices clos les 31 août 2021 et 2020.

4. JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES IMPORTANTS

L'établissement des états financiers consolidés conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des ventes nettes et des charges et des notes y afférentes. L'incertitude à propos de ces hypothèses et estimations pourrait faire en sorte qu'un ajustement important doive être apporté à la valeur comptable des actifs ou des passifs dans les périodes futures. Ces hypothèses et ces estimations sont passées en revue régulièrement. Les révisions des estimations comptables sont constatées dans l'exercice au cours duquel les estimations sont révisées ainsi qu'au cours des exercices futurs touchés par ces révisions.

Les principaux jugements, estimations et hypothèses de la Société sont présentés ci-après :

4.1 CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET INCERTITUDES

La pandémie de COVID-19 a eu une incidence sur l'exploitation et les opérations de Goodfood et a contraint les autorités gouvernementales à imposer différentes restrictions. En tant que service essentiel au Canada, Goodfood a poursuivi ses activités durant la pandémie et a mis en place des protocoles de sécurité améliorés dans ses installations afin d'assurer la sécurité de son personnel. La Société a profité d'une croissance accélérée de la demande. La pression sur les chaînes d'approvisionnement et sur les niveaux de stocks, l'augmentation des coûts opérationnels, ainsi que les perturbations et la pénurie de maind'œuvre pourraient s'accroître en fonction de la durée et de la gravité de la pandémie et des modifications apportées à la réglementation gouvernementale à laquelle l'industrie de Goodfood est assujettie. L'ampleur, la durée et la gravité de la pandémie de COVID-19 sont difficiles à prévoir et pourraient avoir une incidence sur les estimations et jugements critiques utilisés pour l'établissement des états financiers consolidés de la Société. Plus de détails sur l'incidence de la pandémie et sur les mesures mises en place se trouvent dans le rapport de gestion de l'exercice clos le 31 août 2021.

4.2 JUGEMENTS CRITIQUES

Dépréciation des actifs à long terme

Chaque date de clôture, la direction évalue si les immobilisations corporelles, les actifs au titre de droits d'utilisation et les immobilisations incorporelles présentent des indicateurs de dépréciation. Pour les fins de son analyse, la direction se base sur son jugement en tenant compte des facteurs tels que l'environnement économique et le marché dans lequel évolue la Société, les prévisions budgétaires ainsi que l'obsolescence physique.

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

4.3 PRINCIPALES SOURCES D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

Évaluation des ventes nettes

Les ventes nettes sont présentées déduction faite des remboursements, des incitatifs à la vente et des crédits, y compris les crédits de référence. Les montants des crédits sont estimés en fonction de l'historique et de l'expérience de la Société au titre du pourcentage d'utilisation de ces crédits. Le passif estimatif correspondant des crédits est inclus dans les produits différés.

Impôt différé

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées et les autres différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables à l'égard desquels ces attributs fiscaux pourront être réalisés. La direction doit faire preuve de beaucoup de jugement pour déterminer le montant des actifs d'impôt différé qui peut être comptabilisé, en fonction du moment où les bénéfices imposables futurs seront réalisés et de leur montant ainsi que des stratégies de planification fiscale futures. La Société a déterminé qu'il n'est pas probable à ce jour que les actifs d'impôt différé pour les pertes fiscales reportées en avant et d'autres différences temporaires seront réalisées et elle a comptabilisé les actifs d'impôt différé qu'à concurrence des passifs d'impôt différé comptabilisés.

Contrats de location

Estimation de la durée du contrat de location

Lors de la comptabilisation d'un contrat de location, la Société évalue la durée du contrat de location selon les conditions du contrat de location et détermine si elle exercera les options de renouvellement au terme de sa durée. Les options de renouvellement ne sont incluses dans la durée du contrat de location que si la direction a la certitude raisonnable de le renouveler. Cette estimation critique pourrait avoir une incidence sur la situation financière de la Société si la durée des contrats de location est réévaluée de manière différente.

Taux d'actualisation

Pour déterminer la valeur comptable des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations découlant de contrats de location, la Société utilise généralement son taux d'emprunt marginal puisque souvent, les taux implicites ne peuvent pas être déterminés facilement du fait que l'information à l'égard de la juste valeur des actifs sous-jacents et des coûts directs engagés par le bailleur au titre des actifs loués n'était pas disponible auprès du bailleur. Le taux d'emprunt marginal de chaque contrat de location a été déterminé à la date de début du contrat.

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

5 CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

5.1 NOUVELLES NORMES ET NORMES MODIFIÉES ADOPTÉES PAR LA SOCIÉTÉ

Modifications aux accords d'infonuagique

En avril 2021, l'International Financial Reporting Interpretations Committee (l'« IFRIC ») a rendu une décision qui clarifie la comptabilisation par le client de la configuration et de la personnalisation dans le cadre d'un accord d'infonuagique. Par suite de cette décision, la Société a modifié sa méthode comptable pour les coûts engagés dans le cadre d'accords d'infonuagique selon une application rétrospective.

Ainsi, la Société passera dorénavant en charges les coûts de configuration et de tests liés à certains accords d'infonuagique. L'incidence du changement de cette méthode comptable, sur une base rétrospective, sur les états consolidés du résultat net de la Société pour les exercices clos le 31 août est la suivante :

	2021	2020
Diminution des amortissements	243 \$	164 \$
Augmentation des frais de vente et charges générales et administratives	(1 606)	(1 369)
Augmentation de la perte nette	(1 363)	(1 205)
Augmentation de la perte de base et diluée par action	(0,02)	(0,02)

En outre, des immobilisations incorporelles de 1,5 million de dollars ont été décomptabilisées au 31 août 2020, dont un montant de 0,3 million de dollars se rapporte à la période précédente. Le déficit d'ouverture pour l'exercice clos le 31 août 2020 a été retraité d'une augmentation de 0,3 million de dollars et le déficit d'ouverture pour l'exercice clos le 31 août 2021 a été retraité d'une augmentation de 1,5 million de dollars.

Modifications à l'IAS 1, Présentation des états financiers et IAS 8, Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs

En octobre 2018, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 1 et à l'IAS 8 pour préciser la définition du terme « significatif » et pour arrimer la définition utilisée dans le cadre conceptuel et dans les normes. Les modifications ont été adoptées le 1^{er} septembre 2020. L'adoption de ces modifications n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés.

5.2 NORMES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

Modifications à l'IAS 1, Présentation des états financiers

En janvier 2020, l'IASB a publié une modification afin de préciser la façon de classer une dette et d'autres passifs en tant qu'éléments courants ou non courants. Les modifications contribuent à déterminer si, dans l'état de la situation financière, la dette et les autres passifs qui ont une date de règlement incertaine devraient être classés comme étant courants (devant être réglés dans l'année qui suit ou devant potentiellement l'être) ou comme étant non courants. Les modifications comprennent également des précisions à l'égard des exigences pour le classement d'une dette qu'une entité pourrait régler au moyen de sa conversion en capitaux propres. Dans le cas de la Société, les modifications s'appliquent à l'exercice ouvert le 1er septembre 2023 et doivent être appliquées rétrospectivement. Une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de la modification sur ses états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

6. CHARGES FINANCIÈRES NETTES

	Pour les exercices clos les 31 août	
	2021	2020
Charges d'intérêts sur la dette	986 \$	733 \$
Charges d'intérêts sur les obligations découlant de contrats de location	1 208	927
Charges d'intérêts sur les débentures, y compris les intérêts au titre de la désactualisation	1 092	1 309
Produits d'intérêts	(870)	(772)
(Profit) perte de change	(126)	83
(Profit lié) perte liée à la juste valeur sur les swaps de taux d'intérêt	(120)	100
	2 170 \$	2 380 \$

7. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le rapprochement de l'impôt sur le résultat de la Société aux taux d'imposition prévus par la loi au Canada se présente comme suit :

	Pour les exercices clos les 31 août		
	2021	20201)	
Perte avant impôt sur le résultat	(31 292) \$	(6 145) \$	
Taux d'imposition prévus par la loi au Canada	25,9 %	26,5 %	
Économie d'impôt au taux combiné canadien prévu par la loi	(8 105) \$	(1 628) \$	
Diminution résultant des éléments suivants :			
Variation des actifs d'impôt différé non comptabilisés	7 503	297	
Différences permanentes	1 236	531	
Variation du taux d'impôt	244	_	
Autres	(378)	(4)	
Total de la charge (du recouvrement) d'impôt sur le résultat	500 \$	(804) \$	

¹⁾ Se reporter à la note 5 pour le changement de méthode comptable rétrospectif.

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Les actifs (passifs) d'impôt différé non comptabilisés de la Société se présentaient comme suit :

	Obligations découlant de contrats de location	Pertes d'exploita- tion nettes	Débentures	Immobili- sations corporelles	Actifs (passifs) d'impôt différé
Au 31 août 2019	2 736 \$	- \$	- \$	(2 736)\$	- \$
Montants comptabilisés dans la perte nette	2 201	1 044	(240)	(2 201)	804
Montants comptabilisés dans les capitaux propres	_	-	(804)	-	(804)
Au 31 août 2020	4 937 \$	1 044 \$	(1 044)\$	(4 937)\$	- \$
Montants comptabilisés dans la perte nette	12 188	(726)	226	(12 188)	(500)
Montants comptabilisés dans les capitaux propres	_	_	500	_	500
Au 31 août 2021	17 125 \$	318 \$	(318)\$	(17 125)\$	- \$

Les actifs d'impôt différé non comptabilisés de la Société se présentaient comme suit :

Aux	31 août 2021 31	août 2020 ¹⁾
Perte nette d'exploitation reportée en avant	14 500 \$	7 453 \$
Immobilisations corporelles	1 810	1 250
Frais d'émission d'actions et d'instruments d'emprunt	1 433	1 265
Immobilisations incorporelles	1 155	723
Autres	117	92
Actifs d'impôt différé non comptabilisés	19 015 \$	10 783 \$

¹⁾ Se reporter à la note 5 pour le changement de méthode comptable rétrospectif.

La Société dispose de pertes fiscales d'exploitation reportées en avant de 53,8 millions de dollars (32,1 millions de dollars en 2020), lesquelles sont en partie comptabilisées pour un montant de 1,2 million de dollars (3,9 millions de dollars en 2020), et de différences temporaires déductibles non comptabilisées de 18,8 millions de dollars (8,6 millions de dollars en 2020) qui sont disponibles pour réduire le revenu imposable. Aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé au titre de ces éléments, car il est improbable qu'il existe des bénéfices imposables futurs à l'égard desquels la Société pourrait réaliser ces actifs d'impôt. Au 31 août 2021, les montants et les dates d'expiration de ces pertes fiscales reportées en avant se présentaient comme suit :

2035	49 \$
2036	712
2037	3 547
2038	8 516
2039	18 089
2040	921
2041	21 991
	53 825 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

8. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET ET DU RÉSULTAT GLOBAL

	Pour les exercices clos les 31 août	
	2021 20	
Charge relative aux paiements de loyers variables non pris en		
compte dans les obligations découlant de contrats de location	819 \$	157 \$
Salaires, jetons et autres avantages à court terme	121 350	70 932

9. DÉBITEURS ET AUTRES MONTANTS À RECEVOIR

Aux	31 août 2021	31 août 2020
Taxes de vente à recevoir	4 633 \$	3 063 \$
Montant à recevoir au titre du programme de récompenses	1 034	863
Escomptes de volume à recevoir	147	421
Autres montants à recevoir	154	117
	5 968 \$	4 464 \$

10. STOCKS

Aux	31 août 2021	31 août 2020
Aliments	11 814 \$	4 534 \$
Matériel d'empaquetage	1 742	1 928
Produits en cours	762	500
	14 318 \$	6 962 \$

Le coût des stocks comptabilisés en charges dans le coût des marchandises vendues au cours de l'exercice clos le 31 août 2021 s'établissait à 236,5 millions de dollars (172,8 millions de dollars en 2020).

11. AUTRES ACTIFS COURANTS

Aux	31 août 2021	31 août 2020
Charges payées d'avance	426 \$	524 \$
Dépôts et autres	283	256
	709 \$	780 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Mobilier et agencements	Matériel et outillage	Matériel informatique et autres	Améliorations locatives	Actifs en cours de construction ¹⁾ Total
Coût:					
Au 31 août 2019	716 \$	6 480 \$	674	\$ 7 079	\$ 232 \$ 15 181 \$
Entrées	790	2 049	736	1 436	3 075 8 086
Transferts	_	_	_	3 256	(3 256) –
Au 31 août 2020	1 506 \$	8 529 \$	1 410	\$ 11 771	\$ 51 \$ 23 267 \$
Entrées	2 571	1 485	2 169	1 511	10 371 18 107
Au 31 août 2021	4 077 \$	10 014 \$	3 579	\$ 13 282	\$ 10 422 \$ 41 374 \$
Amortissement cumul	é :				
Au 31 août 2019	130 \$	507 \$	216	\$ 783	\$ - \$ 1636 \$
Amortissement	205	891	292	1 052	- 2 440
Au 31 août 2020	335 \$	1 398 \$	508	\$ 1 835	\$ - \$ 4 076 \$
Amortissement	510	1 207	759	1 455	- 3 931
Au 31 août 2021	845 \$	2 605 \$	1 267	\$ 3 290	\$ - \$ 8007 \$
Valeur comptable nett	e :	•			
Au 31 août 2020	1 171 \$	7 131 \$	902	\$ 9 936	\$ 51 \$ 19 191 \$
Au 31 août 2021	3 232	7 409	2 312	9 992	10 422 33 367

¹⁾ Des entrées d'actifs en cours de construction de 0,9 million de dollars (0,5 million de dollars en 2020) se rapportent à la capitalisation des amortissements des actifs au titre de droits d'utilisation.

13. ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION

	Installations	Matériel roulant	Autre matériel	Total
Au 31 août 2019	10 348 \$	290 \$	451 \$	11 089 \$
Entrées	12 411	536	324	13 271
Décomptabilisation	_	_	(73)	(73)
Amortissement	(2 581)	(378)	(198)	(3 157)
Au 31 août 2020	20 178 \$	448 \$	504 \$	21 130 \$
Entrées et modifications de contrats de location	52 609	150	757	53 516
Amortissement	(4 616)	(171)	(702)	(5 489)
Au 31 août 2021	68 171 \$	427 \$	559 \$	69 157 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

14. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

		Propriété			
	Logiciels ^{1), 2)}	intellectuelle		Total	
Coût:					
Au 31 août 2019	224 \$	74	\$	298 \$	
Entrées	609	_		609	
Sorties, réductions de valeur et transferts	(63)	_		(63)	
Au 31 août 2020	770 \$	74	\$	844 \$	
Entrées	1 657	_		1 657	
Au 31 août 2021	2 427 \$	74	\$	2 501 \$	
Amortissement cumulé :					
Au 31 août 2019	70 \$	_	\$	70 \$	
Amortissement	58	15		73	
Sorties, réductions de valeur et transferts	(13)	_		(13)	
Solde au 31 août 2020	115 \$	15		130 \$	
Amortissement	274	15		289	
Au 31 août 2021	389 \$	30	\$	419 \$	
Valeur comptable nette :			•		
Au 31 août 2020	655 \$	59	\$	714 \$	
Au 31 août 2021	2 038	44		2 082	

Pour l'exercice clos le 31 août 2021, la valeur comptable nette des logiciels en développement s'est établie à 1,1 million de dollars (0,4 million de dollars en 2020).

15. AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Aux	31 août 2021	31 août 2020
Dépôts de garantie	1 054 \$	882 \$
Dépôts sur immobilisations corporelles	3 072	532
	4 126 \$	1 414 \$

16. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

Aux	31 août 2021	31 août 2020
Créditeurs	30 078 \$	26 068 \$
Charges à payer	22 129	14 810
	52 207 \$	40 878 \$

²⁾ Se reporter à la note 5 pour le changement de méthode comptable rétrospectif.

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

17. DETTE

Aux	31 août 2021	31 août 2020
Financements portant intérêt :		
Facilité renouvelable garantie, taux variable correspondant au taux des acceptations bancaires ¹⁾ majoré de 2,50 %, échéant en novembre 2023	9 063 \$	- \$
Emprunt à terme garanti, taux variable correspondant au taux des acceptations bancaires ¹⁾ majoré de 2,50 %, échéant en novembre 2023	12 500	_
Emprunts échus :		
Ligne de crédit garantie, taux variable correspondant au taux CDOR ²⁾ majoré de 2,50 %,	_	9 063
Emprunt à terme garantie, taux variable correspondant au taux CDOR ²⁾ majoré de 2,50 %,	_	12 500
	21 563 \$	21 563 \$
Swap de taux d'intérêt	26	146
Coûts de financement non amortis	(238)	(31)
	21 351 \$	21 678 \$
Ligne de crédit	-	(9 063)
Partie courante de la dette à long terme	(651)	(656)
	20 700 \$	11 959 \$

¹⁾ Le taux des acceptations bancaires s'entend du taux des acceptations bancaires canadiennes.

FACILITÉ DE CRÉDIT DE 2021

Au cours du premier trimestre clos le 30 novembre 2020, la Société a conclu une facilité de crédit consortial d'un montant total de 46 millions de dollars, ce qui comprend un emprunt à terme de 12,5 millions de dollars, une facilité de crédit renouvelable de 27,5 millions de dollars et un autre financement à court terme de 6 millions de dollars (la « facilité de crédit de 2021 »). Au cours du deuxième trimestre clos le 28 février 2021, la Société a augmenté sa facilité de crédit renouvelable de 15 millions de dollars pour la porter à 42,5 millions de dollars, en plus de hausser l'autre financement à court terme pour un montant d'au plus 15 millions de dollars. Par ailleurs, un prêteur additionnel a été ajouté au consortium. Cette hausse a poussé le total du financement disponible à 70 millions de dollars. La facilité de crédit de 2021 est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant la totalité des biens meubles et immeubles de la Société. Les facilités portent intérêt à des taux variables correspondant au taux des acceptations bancaires majoré de 2,50 % et viennent à échéance en novembre 2023. L'emprunt à terme est remboursable en quatre versements trimestriels de 156 mille dollars à partir du 30 novembre 2021 et augmenteront à quatre versements trimestriels de 313 mille dollars à partir du 30 novembre 2022, avec un remboursement intégral du solde de 10,6 millions de dollars à la fin du terme en novembre 2023.

Au 31 août 2021, Goodfood avait des lettres de crédit en cours totalisant 1,2 million de dollars (0,9 million de dollars en 2020), ce qui a réduit le montant disponible sur la facilité de crédit renouvelable.

Au 31 août 2021, un montant de 9,1 millions de dollars avait été prélevé sur la facilité de crédit renouvelable. Elle vient à échéance en novembre 2023 et est comptabilisée à titre de passif non courant. Un solde de 33,4 millions de dollars n'avait pas été prélevé et un montant de 32,2 millions de dollars était disponible au 31 août 2021.

²⁾ Le CDOR s'entend du Canadian Dollar Offered Rate.

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

La facilité de crédit de 2021 ne comprend pas de garantie obligatoire et la trésorerie soumise à des restrictions aux termes de la facilité de crédit de 2019 a été libérée et reclassée dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie au cours du premier trimestre clos le 30 novembre 2020. Au 31 août 2021, la Société respectait toutes les clauses restrictives aux termes de la convention de crédit régissant la facilité de crédit de 2021.

Au 31 août 2021, la Société a attribué un montant de 14,6 millions de dollars (7,3 millions de dollars en 2020) au titre des cartes de crédit d'entreprise servant à des fins commerciales, ce qui est compris dans l'autre financement à court terme d'un montant global de 15 millions de dollars. Les montants à payer relativement aux cartes de crédit sont inclus dans les créditeurs et charges à payer.

FACILITÉ DE CRÉDIT DE 2019

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2019, la Société a obtenu auprès d'une institution financière canadienne deux emprunts à terme garantis de trois ans totalisant 12,5 millions de dollars, une ligne de crédit renouvelable de 10 millions de dollars et un autre financement à court terme de 5 millions de dollars (la « facilité de crédit de 2019 »). La facilité de crédit de 2019 était garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant la totalité des biens meubles et immeubles de la Société. Ces sommes ont servi à financer des dépenses en immobilisations liées à l'expansion et à investir dans l'automatisation. Elles ont également servi à refinancer la dette à long terme de la Société.

Au 31 août 2020, sur les emprunts à terme portant intérêt à un taux variable correspondant au taux CDOR majoré de 2,50 %, une somme de 12,5 millions de dollars était déboursée. Les emprunts à terme étaient remboursables en versements trimestriels de 31 mille dollars et de 125 mille dollars à partir du 31 août 2020 et du 30 novembre 2020, respectivement, avec un remboursement intégral du solde à la fin du terme en novembre 2021.

Au 31 août 2020, un montant de 9,1 millions de dollars de la ligne de crédit renouvelable avait été prélevé. La ligne de crédit renouvelable était remboursable à vue et comptabilisée à titre de passif courant.

La facilité de crédit de 2019 comprenait une garantie obligatoire de 2,5 millions de dollars placée dans un compte de trésorerie soumise à des restrictions. Au 31 août 2020, la Société respectait toutes les clauses restrictives aux termes de la facilité de crédit de 2019.

La facilité de crédit de 2019 était remboursée en totalité au 30 novembre 2020.

SWAP DE TAUX D'INTÉRÊT

Au 31 août 2021, Goodfood avait un contrat de swap en vigueur aux termes duquel la Société a fixé le taux d'intérêt visant un montant notionnel totalisant 10,9 millions de dollars, jusqu'en novembre 2021.

Le swap de taux d'intérêt de la Société était classé en tant que passif financier dérivé et n'est pas désigné comme instrument de couverture. Pour l'exercice clos le 31 août 2021, un profit lié à la juste valeur de 0,1 million de dollars (perte de 0,1 million de dollars en 2020) est présenté dans les charges financières nettes (se reporter à la note 6). Au 31 août 2021, un passif de 26 mille dollars est présenté dans la partie courante de la dette à long terme. Au 31 août 2020, un passif de 0,1 million de dollars a été présenté dans la dette à long terme.

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

VERSEMENTS DE CAPITAL

Les versements de capital exigibles sur la dette à long terme au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

	Versements de capital
2022	625 \$
2023	1 250
2024	19 688

18. DÉBENTURES CONVERTIBLES

Le 26 février 2020, la Société a émis 30 000 débentures subordonnées non garanties convertibles (les « débentures ») au prix de mille dollars la débenture, pour un produit brut de 30 millions de dollars. Les débentures échéant le 31 mars 2025 (la « date d'échéance ») portent intérêt au taux annuel fixe de 5,75 %, payable semestriellement à terme échu le 31 mars et le 30 septembre de chaque année à compter du 30 septembre 2020.

Les débentures peuvent être converties en actions ordinaires de la Société, au gré du porteur, en tout temps avant la fermeture des bureaux à la première des deux dates suivantes : le dernier jour ouvrable précédant immédiatement la date d'échéance ou le dernier jour ouvrable précédant immédiatement la date fixée pour le rachat par la Société, au prix de 4,70 \$ (le « prix de conversion ») par action ordinaire.

À compter du 31 mars 2023 et avant le 31 mars 2024, la Société pourra racheter les débentures à son gré, en totalité ou en partie, à un prix correspondant au capital des débentures majoré de l'intérêt couru et impayé, pourvu que le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires de la Société à la TSX pendant les 20 jours de bourse consécutifs ayant précédé la date à laquelle l'avis de rachat est donné corresponde à au moins 125 % du prix de conversion. À compter du 31 mars 2024 et avant la date d'échéance, les débentures pourront être rachetées, en totalité ou en partie, au gré de la Société, à un prix correspondant au capital des débentures majoré de l'intérêt couru et impayé.

Advenant un changement de contrôle, la Société sera tenue de faire un paiement aux porteurs des débentures selon les termes de la « prime d'indemnisation » énoncés dans l'acte de fiducie des débentures.

Un montant de 3,7 millions de dollars au titre de l'option de conversion, déduction faite des frais d'émission et de l'impôt différé connexes, a été comptabilisé dans les capitaux propres. Le taux d'intérêt effectif des débentures, qui prend en compte les frais d'émission de débentures, s'élève à 11,76 %.

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2021, 11 284 débentures (11 864 débentures en 2020) ont été converties en actions ordinaires de la Société, ce qui a donné lieu à l'émission de 2 400 819 actions ordinaires (2 524 242 actions ordinaires en 2020), et la Société a reclassé dans les actions ordinaires des montants respectifs de 9,0 millions de dollars (9,3 millions de dollars en 2020) et de 1,9 million de dollars (2,0 millions de dollars en 2020) (se reporter à la note 20) attribuables à la composante passif des débentures convertibles vers les actions ordinaires et à la composante capitaux propres des débentures convertibles. Une charge d'impôt différé de 0,5 million de dollars (recouvrement de 0,8 million de dollars en 2020) a été comptabilisée à la conversion des débentures pour la période close le 31 août 2021. Au 31 août 2021, 6 852 débentures étaient en cours (18 136 débentures en 2020).

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Le tableau suivant présente l'évolution des débentures de la Société au cours des exercices à l'étude :

	31 août 2021	31 août 2020
Débentures convertibles, solde de la composante passif, à l'ouverture de l'exercice	14 194 \$	- \$
Produit de l'émission de débentures, montant net1)	_	22 942
Intérêts au titre de la désactualisation	439	505
Conversion des débentures	(9 010)	(9 253)
Débentures convertibles, solde de la composante passif à la		
clôture de l'exercice	5 623 \$	14 194 \$

Dans le cadre de l'émission de débentures, un montant net de 3,7 millions de dollars a été comptabilisé dans les capitaux propres, ce qui représente un produit brut de 5,4 millions de dollars, déduction faite des frais d'émission affectés de 0,4 million de dollars et du recouvrement d'impôt différé de 1,3 million de dollars.

19. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION

Le tableau suivant présente l'évolution des obligations découlant de contrats de location de la Société au cours de l'exercice à l'étude :

	31 août 2021	31 août 2020
Solde à l'ouverture de l'exercice	23 348 \$	12 724 \$
Entrées et modifications de contrats de location	53 905	13 271
Décomptabilisation	_	(73)
Paiements d'obligations découlant de contrats de location	(5 534)	(3 501)
Charges d'intérêts sur les obligations découlant de contrats		
de location ¹⁾	1 392	927
Solde à la clôture de l'exercice	73 111 \$	23 348 \$

¹⁾ La charge d'intérêts sur les obligations découlant de contrats de location comprend un montant de 0,2 million de dollars (néant en 2020) inscrit à l'actif au titre des actifs en cours de construction.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie contractuels non actualisés liés aux obligations découlant de contrats de location :

Aux	31 août 2021	31 août 2020
Moins de un an	8 566	\$ 4 076 \$
De un an à cinq ans	37 943	13 822
Plus de cinq ans ¹⁾	40 864	10 526
Total des obligations découlant de contrats de location non actualisées	87 373	\$ 28 424 \$
Solde des obligations découlant de contrats de location à la clôture de l'exercice	73 111	\$ 23 348 \$
Partie courante	5 443	\$ 2 990 \$
Partie non courante	67 668	\$ 20 358 \$

Au 31 août 2021, des paiements locatifs futurs de 10,9 millions de dollars (5,6 millions de dollars en 2020), pour lesquels la Société a la certitude raisonnable d'exercer les options de renouvellement, ont été comptabilisés dans les obligations découlant de contrats de location, ce qui représente des sorties de trésorerie non actualisées de 12,1 millions de dollars (6,4 millions de dollars en 2020).

Notes afférentes aux états financiers consolidés - 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Au 31 août 2021, la Société a conclu plusieurs engagements locatifs, et dans certains cas, le contrat de location n'est pas encore en vigueur. Au 31 août 2021, ces contrats de location n'étaient pas pris en compte comme actifs au titre de droits d'utilisation et d'obligations locatives. Les paiements de lover fixes représentent un engagement total de 50,0 millions de dollars sur la durée des contrats de location.

Après le 31 août 2021, la Société a conclu un contrat de location de 7 ans visant un centre de traitement des commandes à Montréal. Les paiements de loyer fixes représentent un engagement total de 3,0 millions de dollars sur la durée du contrat de location.

CAPITAL DES ACTIONNAIRES 20.

ACTIONS ORDINAIRES

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

La variation des actions ordinaires pour les exercices clos les 31 août se présente comme suit :

		2021		2020
	Nombre d'actions	Valeur comptable	Nombre d'actions	Valeur comptable
Solde à l'ouverture de l'exercice Émission d'actions aux termes d'un placement par voie de prise ferme,	66 311 121	97 801 \$	58 144 400	56 598 \$
montant net	4 800 000	57 199	4 755 250	27 093
Conversions de débentures (note 18)	2 400 819	10 898	2 524 242	11 238
Exercice d'options sur actions (note 21) Actions achetées et détenues en fiducie aux termes du régime d'achat d'actions	1 182 693	4 623	910 641	2 968
pour les employés (note 21)	(47 086)	(427)	(23 412)	(96)
Solde à la clôture de l'exercice	74 647 547	170 094 \$	66 311 121	97 801 \$

Dans le cadre d'un appel public à l'épargne au cours de l'exercice clos le 31 août 2021, la Société a émis 4 800 000 actions ordinaires (4 755 250 actions ordinaires en 2020) au prix de 12,50 \$ l'action ordinaire (6,05 \$ l'action ordinaire en 2020) pour un produit brut de 60 millions de dollars (28,8 millions de dollars en 2020), diminué des frais d'émission d'actions de 2,8 millions de dollars (1,7 million de dollars en 2020).

Au 31 août 2021, le nombre d'actions ordinaires émises et entièrement libérées était de 74 718 045 (66 334 533 en 2020).

PERTE PAR ACTION

Aux	31 août 2021	31 août 2020
Nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions ordinaires en		_
circulation	70 742 923	58 919 209

Les actions émises à la suite de l'exercice d'options sur actions, les conversions de débentures et les émissions d'actions sont pondérées à partir de la date de transaction. L'achat d'actions ordinaires afin de financer le régime d'achat d'action pour les employés est pondéré à partir de la date de transaction.

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

21. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les régimes de paiements fondés sur des actions de la Société comprennent un régime d'options d'achat d'actions, un régime d'unités d'actions restreintes et un régime d'achat d'actions pour les employés.

RÉGIME D'OPTIONS SUR ACTIONS

La Société a mis en place un régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») afin d'attirer et de retenir les membres du personnel, les consultants, les dirigeants et les administrateurs. Le régime d'options sur actions prévoit l'attribution d'options visant l'achat d'actions ordinaires. À tout moment, le nombre d'options sur actions réservées en vue de leur émission équivaut à 10 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation de la Société, diminué de toutes les actions réservées pour émission aux termes du régime d'unités d'actions restreintes. Selon le régime d'options sur actions, les droits liés aux options sont généralement acquis sur une période de trois ou quatre ans et expirent huit ans après la date d'attribution.

Le tableau suivant présente l'évolution des options sur actions au cours de l'exercice clos le 31 août :

		2021		2020
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation à l'ouverture de l'exercice Attribution Exercice Renonciation	4 751 695 647 434 (1 182 693) (1 042 127)	3,51 \$ 8,17 2,61 4,53	3 910 169 2 299 307 (910 641) (547 140)	2,57 \$ 4,41 2,14 2,82
En circulation à la clôture de l'exercice	3 174 309	4,47	4 751 695	3,51
Exerçables à la clôture de l'exercice	1 112 432	3,45 \$	896 335	2,48 \$

Pour l'exercice clos le 31 août 2021, le prix du marché moyen pondéré des actions ordinaires de la Société à la date d'exercice des options sur actions s'établissait à 10,09 \$ (6,44 \$ en 2020).

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Le tableau suivant présente des informations supplémentaires relatives aux options sur actions de la Société aux 31 août :

		2021		2020
		Durée de vie		Durée de vie
	Nombre	résiduelle	Nombre	résiduelle
	d'options en	moyenne	d'options en	moyenne
Prix d'exercice	circulation	pondérée	circulation	pondérée
Moins de 1,00 \$	25 144	4,2	86 658	5,6
De 1,00 à 1,99 \$	47 976	4,0	160 830	5,0
De 2,00 \$ à 2,49 \$	36 398	4,2	101 106	5,2
De 2,50 \$ à 2,99 \$	734 301	5,3	1 469 755	6,1
De 3,00 \$ à 3,49 \$	992 421	5,9	1 751 790	7,0
De 3,50 \$ à 3,99 \$	226 425	6,6	328 532	7,6
De 6,00 \$ à 6,49 \$	433 219	6,9	653 024	7,9
De 7,00 \$ à 7,49 \$	200 000	7,0	200 000	8,0
De 7,50 \$ à 7,99 \$	196 335	7,8	_	_
De 8,00 \$ à 8,49 \$	282 090	7,2	_	
En circulation à la clôture de l'exercice	3 174 309	6,2	4 751 695	6,8
Exerçables à la clôture de l'exercice	1 112 432	5,8	896 335	6,0

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2021, la juste valeur moyenne pondérée des options sur actions attribuées s'est établie à 3,87 \$ (2,05 \$ en 2020) au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes à l'aide des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	2021		2020	
Volatilité attendue	57	%	53	%
Taux d'intérêt sans risque	0,59	%	0,97	%
Durée de vie attendue	4,8	ans	5,1	ans
Valeur de l'action ordinaire à la date d'attribution	8,17	\$	4,41	\$
Prix d'exercice moyen pondéré	8,17	\$	4,41	\$

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2021, une charge de 2,8 millions de dollars (1,9 million de dollars en 2020), y compris les avantages sociaux liés aux options d'achat d'actions exercées de 0,6 million de dollars (néant en 2020), a été comptabilisée dans l'état du résultat net au titre du régime d'options sur actions.

RÉGIME D'UNITÉS D'ACTIONS RESTREINTES

En septembre 2020, la Société a établi un régime d'unités d'actions restreintes (le « régime d'UAR ») pour récompenser certains employés, dirigeants et administrateurs de la Société (les « participants »). Le régime d'UAR a été approuvé en janvier 2021. À la suite de la mise en place du régime d'UAR, la Société a attribué aux participants un nombre d'unités d'actions restreintes (les « UAR ») calculé selon le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'attribution. La charge au titre du régime d'UAR est évaluée à la juste valeur des UAR sous-jacentes à la date d'attribution et est passée en charges au cours de la période d'acquisition des droits. Le régime d'UAR offrira un nombre maximum d'actions ordinaires disponibles et réservées en vue de leur émission qui équivaut à 10 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation de la Société, diminué de toutes les actions réservées en vue de leur émission aux termes du régime d'options d'achat d'actions. Les UAR font l'objet d'une attribution liée à l'écoulement du temps et un tiers du montant des UAR attribuées sera acquis à la condition que le participant soit au service de la Société chaque date d'anniversaire d'attribution

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

des UAR, sur une période de trois ans à partir de la date d'attribution ou autre période n'excédant pas trois ans telle que déterminée par le conseil d'administration.

Selon les termes du régime d'UAR, les participants recevront, lorsque les UAR auront été acquises, des actions ordinaires nouvellement émises de la Société.

Le tableau suivant présente l'évolution des UAR au cours de l'exercice clos le 31 août :

	2021
En circulation à l'ouverture de l'exercice	_
Attribution	707 823
Renonciation	(82 332)
En circulation à la clôture de l'exercice	625 491

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2021, une charge de 2,0 millions de dollars a été comptabilisée dans les états consolidés du résultat net au titre du régime d'UAR.

Au 31 août 2021, 3 672 004 options d'achat d'actions et UAR pouvaient être émises (1 881 758 en 2020)

RÉGIME D'ACHAT D'ACTIONS POUR LES EMPLOYÉS

Le 1^{er} septembre 2019, la Société a mis en place un régime d'achat d'actions pour les employés (le « RAAE ») pour attirer et fidéliser les employés et les administrateurs. Aux termes de ce régime, les employés et les administrateurs peuvent cotiser de 1 % à 5 % de leur revenu admissible, jusqu'à un maximum de 10 000 \$ sur une base annuelle, pour acheter des actions de la Société. De son côté, la Société offre une cotisation équivalant à 50 % de la cotisation personnelle du participant. Les actions achetées avec la cotisation de la Société sont acquises deux ans après la date de la cotisation. Toutes les cotisations sont utilisées par le fiduciaire du régime pour acheter des actions sur le marché libre, au nom des employés.

Le tableau qui suit présente l'évolution du RAAE pour les exercices clos les 31 août :

		2021		2020
	Nombre		Nombre	
	d'actions	Montant	d'actions	Montant
Cotisations non acquises à l'ouverture de				
l'exercice	23 412	96 \$	_	- \$
Cotisations	47 086	427	23 412	96
Acquisition	-	-	_	_
Cotisations non acquises à clôture de				
l'exercice	70 498	523 \$	23 412	96 \$

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2021, une charge de 0,1 million de dollars (15 mille dollars en 2020) a été comptabilisée dans l'état du résultat net au titre du régime d'achat d'actions pour les employés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

22. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau suivant présente un résumé de la variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation :

Aux	31 août 2021	31 août 2020	
Débiteurs et autres montants à recevoir	(1 375) \$	(1 869) \$	
Stocks	(7 356)	(2 227)	
Autres actifs courants	(29)	(534)	
Créditeurs et charges à payer	9 041	9 563	
Produits différés	(295)	(533)	
	(14) \$	4 400 \$	

Les transactions suivantes n'ont eu aucune incidence sur la trésorerie au cours de l'exercice clos le 31 août 2021 :

- des entrées d'actifs en cours de construction de 0,9 million de dollars (0,5 million de dollars en 2020) se rapportant à la capitalisation des amortissements sur les actifs au titre de droits d'utilisation n'ont eu aucune incidence sur la trésorerie liée aux activités d'investissement.
- des entrées d'immobilisations corporelles impayés de 3,8 million de dollars (0,9 millions de dollars en 2020) sont exclues des tableaux consolidés des flux de trésorerie.
- des frais d'émission d'actions de 20 mille dollars (0,1 million de dollars en 2020) impayés et inclus dans les créditeurs et charges à payer n'ont eu aucune incidence sur la trésorerie liée aux activités de financement;

23. ENGAGEMENTS

Au 31 août 2021, Goodfood avait des engagements aux termes d'obligations contractuelles liées à des achats et à des services au titre de dépenses d'exploitation et d'investissement.

Le tableau suivant présente un résumé des engagements qui ne sont pas comptabilisés à titre de passif :

Aux	31 août 2021	31 août 2020
Moins de un an	24 233 \$	1 870 \$
De 1 an à 5 ans	75	104
Plus de 5 ans	-	_
	24 308 \$	1 974 \$

24. INSTRUMENTS FINANCIERS

Goodfood a déterminé que la juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs et autres montants à recevoir, de la trésorerie soumise à des restrictions, de la ligne de crédit ainsi que des créditeurs et charges à payer avoisinait leur valeur comptable respective à la date des états consolidés de la situation financière en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

Goodfood a déterminé que la juste valeur de sa dette à long terme et de ses débentures avoisine leur valeur comptable, puisqu'elles portent intérêt à des taux sur le marché pour des instruments financiers assortis de modalités et de risques similaires.

La Société a établi la valeur de ses débentures lors de leur émission à l'aide de données de niveau 3.

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Aux 31 août 2021 et 2020, la juste valeur du swap de taux d'intérêt était estimée à l'aide de données de niveau 2.

25. RISQUES FINANCIERS

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la Société subisse une perte imprévue si une autre partie à un instrument financier n'est pas en mesure de respecter ses obligations contractuelles. La Société surveille régulièrement son exposition au risque de crédit et prend des mesures pour réduire la probabilité que cette exposition se traduise par une perte. L'exposition de la Société au risque de crédit est principalement attribuable à sa trésorerie et à ses équivalents de trésorerie de même qu'aux débiteurs et autres montants à recevoir. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit correspond à la valeur comptable de ces actifs financiers. La direction est d'avis que ce risque de crédit est limité puisque la Société fait affaire avec de grandes institutions financières en Amérique du Nord et avec un fournisseur de traitement de paiements reconnu internationalement.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La dette à long terme et la facilité de crédit renouvelable de la Société portent intérêt à des taux variables qui sont déterminés par un taux de base établi par le prêteur, majoré d'une marge. Par conséquent, la Société est exposée à un risque de flux de trésorerie associé aux variations des taux d'intérêt attribuables à la fluctuation des taux de base du prêteur. La Société gère son risque de taux d'intérêt au moyen d'un swap de taux d'intérêt variable-fixe, comme il est décrit à la note 17. Puisque les taux d'intérêt sur les débentures sont fixes, la Société n'est pas exposée au risque de taux d'intérêt sur ces instruments.

La Société ne comptabilise aucun actif ou passif financier à taux fixe à la juste valeur par le biais du résultat net, ni ne désigne des dérivés (swaps de taux d'intérêt) à titre d'instruments de couverture aux termes d'un modèle de comptabilité de couverture de la juste valeur. Par conséquent, une variation des taux d'intérêt à la date de clôture n'aurait pas d'incidence importante sur la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et, par conséquent, la perte nette de la Société.

Analyse de sensibilité du risque de taux d'intérêt

Une augmentation ou une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt n'aurait pas eu d'incidence importante sur la perte nette de la Société.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité découle de l'éventualité que la Société ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses obligations en temps opportun ou à un coût raisonnable. La Société gère son risque de liquidité en surveillant ses besoins en matière d'exploitation. La Société prépare ses budgets et ses prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour s'acquitter de ses obligations.

Gestion du capital

En matière de gestion de la structure du capital, l'objectif de la Société consiste à faire en sorte que ses liquidités soient suffisantes pour financer ses activités afin de maximiser la protection du capital et d'offrir des rendements du capital investi concurrentiels. Pour financer ses activités, la Société a compté sur des placements en titres de capitaux propres publics et privés, sur des débentures convertibles, des entrées de trésorerie liés aux activités d'exploitation et sur des instruments d'emprunt à court et à long terme, qui sont inclus dans la définition du capital selon la Société. La Société gère ses excédents de trésorerie de façon à faire en sorte qu'elle dispose de réserves suffisantes pour financer ses opérations et ses dépenses d'investissement.

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Le tableau suivant présente les montants dus aux échéances contractuelles des passifs financiers, y compris les paiements d'intérêts estimés, aux 31 août :

					2021
	Valeur comptable totale	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	52 207 \$	52 207 \$	52 207 \$	- \$	- \$
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme ¹⁾	21 351	22 958	1 279	21 679	_
Débentures, composante passif	5 623	8 433	399	8 034	_
Obligations découlant de contrats de location, y compris la tranche à court					
terme	73 111	87 373	8 566	37 943	40 864
	152 292 \$	170 971 \$	62 451 \$	67 656 \$	40 864 \$

					2020
	Valeur comptable totale	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges					
à payer	40 878 \$	40 878 \$	40 878 \$	- \$	- \$
Ligne de crédit	9 063	9 063	9 063	_	_
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme ¹⁾	12 615	13 104	1 142	11 962	-
Débentures, composante passif	14 194	23 447	1 140	22 307	_
Obligations découlant de contrats de location, y compris la tranche à court					
terme	23 348	28 424	4 076	13 822	10 526
	100 098 \$	114 916 \$	56 299 \$	48 091 \$	10 526 \$

¹⁾ Au 31 août 2021, un taux d'intérêt de 2,92 % (3,00 % en 2020) a été utilisé pour déterminer les versements d'intérêts estimés sur la tranche de la dette à long terme à taux variable de la Société, et un taux d'intérêt fixe aux termes du contrat de swap mentionné à la note 17 a été utilisé pour déterminer les versements d'intérêts sur la tranche de la dette à long terme à taux fixe de la Société.

Notes afférentes aux états financiers consolidés – 31 août 2021 (sauf indication contraire, tous les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

26. PARTIES LIÉES

PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants de la Société ont l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la Société et comprennent l'équipe de direction et le conseil d'administration de la Société. Le chef de la direction et le président et chef de l'exploitation sont des membres du Conseil de la Société. Le chef de la direction est également le président du Conseil.

Le tableau suivant présente la rémunération des principaux dirigeants comptabilisée dans la perte nette :

	Pour les exercices clos le 31 août		
	2021	2020	
Salaires, jetons et autres avantages à court terme	2 661 \$	2 884 \$	
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	1 594	865	

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les parties liées de la Société comprennent les administrateurs et les principaux dirigeants, les membres de leur famille et les sociétés sur lesquelles ils exercent une influence ou un contrôle important. Pour l'exercice clos le 31 août 2021, la Société n'a effectué aucune opération avec des parties liées. Pour l'exercice clos le 31 août 2020, dans le cadre de l'émission de débentures décrite à la note 18, 75 débentures ont été achetées par des membres du Conseil et principaux dirigeants au prix de 1 000 \$ la débenture.

Ces transactions ont été comptabilisées au montant de la contrepartie versée tel qu'il a été établi et convenu par les parties liées.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

INFORMATION BOURSIÈRE

Actions inscrites à la : Bourse de Toronto

Symbole boursier: FOOD

Premier appel public à l'épargne : 2017

Haut/bas sur 52 semaines (du 1er sept. 2020 au 31 août 2021) : 14,53 \$-6,18 \$

Cours de l'action le 10 novembre 2020 : 6,96 \$

Nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 août 2021 : 74,647,546

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

Compagnie Trust TSX

AUDITEURS

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

CONSEILLER JURIDIQUE

Fasken Martineau DuMoulin LLP

RELATIONS INVESTISSEURS

IR@makegoodfood.ca

CONTACT MÉDIA

media@makegoodfood.ca

CONTACT LÉGAL

legal@makegoodfood.ca

SIÈGE SOCIAL

4600 rue Hickmore Saint-Laurent (Québec) H4T 1K2

ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Le 18 janvier 2022 Assemblée virtuelle – Détails à venir





MARCHEGOODFOOD.CA

